

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA ROSPECTIVE

CABINET

SECRETARIAT PERMANENT DU
COMITE NATIONAL DE POLITIQUE
ECONOMIQUE



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO EN 2022

[Surveillance multilatérale au sein de la CEDEAO]

Avril 2023

TABLE DES MATIERES

TABLEAUX ET GRAPHIQUES	iii
SIGLES ET ABREVIATIONS	iv
RESUME	1
INTRODUCTION	3
1. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO A FIN DECEMBRE 2022	8
1.1. Secteur réel	8
1.1.1. Ressources du PIB	8
1.1.1.1. Secteur primaire	8
1.1.1.2. Secteur secondaire	9
1.1.1.3. Secteur tertiaire	9
1.1.2. Emplois du PIB	10
1.1.2.1. Consommation finale	10
1.1.2.2. Investissement	10
1.1.2.3. Echanges extérieurs	11
1.1.3. Prix et inflation	11
1.2. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE	13
1.2.1. Recettes	13
1.2.2. Dépenses	14
1.2.3. Soldes budgétaires caractéristiques et financement	16
1.2.4. Situation de la dette publique	16
1.3. SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	17
1.3.1. Compte des transactions courantes	18
1.3.2. Compte de capital	18
1.3.3. Compte financier	18
1.3.4. Solde global	18
1.4. SITUATION MONETAIRE - MARCHÉ MONETAIRE ET TAUX D'INTERET	19
1.4.1. Situation monétaire	19
1.4.1.1. Actifs extérieurs nets	19
1.4.1.2. Créances intérieures	19
1.4.1.3. Marché monétaire	21
1.4.2. Interventions de la BCEAO et taux d'intérêt	21
2. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE	22
2.1. Critères de premier rang	22
2.2. Critères de second rang	22
3. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS	23
3.1. Etat de ratification des protocoles et conventions de la CEDEAO	23
3.1.1. Activités de promotion de la libre circulation	23
3.1.2. Amélioration du climat des affaires	24
3.1.3. Mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la vie chère	24
3.1.4. Etat d'avancement de la mise en œuvre du TEC	25
3.2. Perspectives	25
4. REFORMES, MESURES ET ACTIONS ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES	26
4.1. Reformes, mesures et actions	26
4.1.1. Mobilisation des ressources budgétaires	26
4.1.2. Programmation budgétaire et gestion des dépenses	27
4.2. Perspectives économiques pour la période 2023-2025	29
CONCLUSION	31
ANNEXES	a

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB réel sur la période 2018 à 2022.....	8
Tableau 2 : Evolution des indices par fonction de consommation (en %)	13
Tableau 3 : Evolution des recettes totales et dons en 2021 et en 2022 (en milliards de FCFA)	14
Tableau 4 : Évolution des dépenses entre 2021 et 2022 (en milliards de FCFA).....	15
Tableau 5 : Evolution de l'encours de la dette publique de l'administration centrale (en milliards de FCFA)	17
Tableau 6 : Répartition sectorielle des encours de crédits à l'économie à fin décembre 2022	20
Tableau 7 : Etat de la convergence macroéconomique au titre de l'année 2022	23

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (%)	5
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles	10
Graphique 3 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle, de l'INHPC et du taux d'inflation en glissement annuel	12

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEN	: Actifs Extérieurs Nets
AID	: Autres Institutions de Dépôts
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CCEG	: Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement
CPC	: Comité de Prévision et de Conjoncture
DDP	: Direction de la Dette Publique
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGEP	: Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNDES	: Plan National de Développement Economique et Social
PTF	: Partenaires techniques et financiers
SIAO	: Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
SINTAX	: Système Informatisé de Taxation
SNC	: Semaine Nationale de la Culture
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

RESUME

L'activité économique en 2022 s'est déroulée dans un **contexte international** marqué par la crise russo-ukrainienne, les tensions géostratégiques et le durcissement des conditions financières mondiales. **Au plan national**, l'activité économique a été caractérisée par la persistance des attaques terroristes entraînant un déplacement interne de populations, l'avènement de transitions politiques et des tensions inflationnistes concernant notamment les produits de grande consommation. La campagne agro-pastorale, quant à elle, a été globalement favorable en dépit des attaques parasitaires.

Dans ce contexte, l'activité économique a enregistré une décélération de son rythme de croissance en 2022 en revenant à une croissance de 3,0% après 6,5% une année plus tôt. La croissance économique, bien qu'en décélération en 2022, a été portée par les secteurs primaire (+8,7%) et tertiaire (+6,6%), le secteur secondaire ayant connu une baisse de 6,1% après une hausse de 8,3% en 2021.

En matière d'**inflation**, la hausse des prix entamée depuis le dernier trimestre de l'année 2020 s'est poursuivie en 2021 et en 2022. Comparée à l'année 2021, l'inflation annuelle moyenne est ressortie à 14,1% en 2022, après une hausse de 3,9% en 2021.

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2022, s'est soldée par un besoin de financement de 1 078,6 milliards de FCFA, en détérioration de 367,8 milliards de FCFA sur un an (soit 8,6% du PIB contre 6,3% du PIB en 2021). En effet, les **recettes** ont été mobilisées à hauteur de 2 505,70 milliards de FCFA en 2022 contre 2189,0 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 14,5%. Quant aux **dépenses**, elles se sont chiffrées à 3 584,2 milliards de FCFA en 2022, en hausse de 23,6% par rapport à 2021.

L'encours de la dette publique à fin décembre 2022 s'est établi à 6 737,2 milliards de FCFA, en augmentation de 12,3% par rapport à fin décembre 2021, imputable à ses composantes aussi bien extérieure qu'intérieure qui ont progressé respectivement de 204,6 milliards de FCFA (+7,7%) et de 534,3 milliards de FCFA (+15,9%). S'agissant du **service de la dette publique**, le montant des paiements à fin décembre 2022 s'élève à 671,8 milliards de FCFA, en baisse de 131,8 milliards de FCFA sur un an.

Les **échanges extérieurs** se solderaient par un déficit de 664,7 milliards en 2022, après un excédent de 648,7 milliards en 2021, représentant -5,3% du PIB en 2022 contre +5,8% en 2021. En effet, le solde de la balance des transactions courantes devrait se détériorer du fait de la dégradation de la balance des biens et services et de celle du revenu secondaire. Le compte de capital quant à lui connaîtrait une amélioration de son solde excédentaire et des sorties de capitaux au titre du compte financier seraient enregistrées.

La masse monétaire est ressortie à 5 716,9 milliards de FCFA à fin décembre 2022 en augmentation de 131,8 milliards de FCFA (+2,4%) sous l'impulsion des créances intérieures (+908,7 milliards) pendant que les Actifs Extérieurs Nets (AEN) ont replié de 664,7 milliards. Les créances du système bancaire sur l'économie ont été en hausse de 700,2 milliards de FCFA (+19,7%), ressortant à 4 254,1 milliards de FCFA à fin 2022.

S'agissant des **conditions de banque**, le taux moyen appliqué aux crédits s'est établi à 7,5335% en 2022 en hausse de 1,0 point de base sur un an. En ce qui concerne la rémunération des dépôts, le taux moyen s'est fixé à 5,7256% en 2022 en repli de 1,0 point de base.

En matière de **convergence macroéconomique**, une dégradation du profil de critères a été observée au regard du contexte international et national difficile. En effet le déficit budgétaire s'est

davantage creusé et l'inflation s'est accéléré. Cependant, tous les autres critères de second rang (taux d'endettement, variation du taux de change) ont été respectés. Dans l'ensemble, les objectifs de politiques économiques fixés pour 2022 ont été atteints uniquement pour le taux de pression fiscale qui est ressortit à 16,3%¹

En matière **d'harmonisation des politiques et arrangements institutionnels** adoptés par la CEDEAO dans divers domaines, le Burkina Faso a poursuivi l'appropriation des actes communautaires y relatifs malgré sa suspension des instances de la CEDEAO.

¹ L'objectif fixé était de 15,3% pour 2022

INTRODUCTION

Au niveau mondial, le taux de croissance de l'activité économique s'est établi à 3,4% en 2022 après 6,2% enregistré en 2021. La baisse du rythme de croissance en 2022 résulte des répercussions de la hausse de l'inflation et de la crise russo-ukrainienne ainsi que de la résurgence de la pandémie de COVID-19 en Chine.

Dans les pays avancés, ainsi que dans les pays émergents et pays en développement, la croissance a chuté passant respectivement de 5,4% et 6,7% en 2021 à 2,7% et 3,9% en 2022.

Les prix à la consommation au niveau mondial ont connu une flambée en 2022, du fait de l'accélération de la demande et de la pénurie de produits de base. L'inflation est ressortie à 8,8% contre 4,7% en 2021, atteignant des niveaux inégalés depuis 2008 voire plusieurs décennies dans la plupart des pays. En moyenne annuelle, les prix se sont envolés aussi bien dans les économies avancées que dans celles émergentes et en développement, avec des taux respectifs de 7,3% et 9,9% en 2022 contre 3,1% et 5,9% en 2021.

Aux Etats-Unis, initialement projetée à 1,6%, l'activité économique s'est affichée en croissance de 2,0% en 2022 contre 5,9% en 2021. Cette évolution inattendue de la croissance américaine, est essentiellement liée à la solidité de la consommation des ménages tout au long de l'année, malgré un pouvoir d'achat réduit par la hausse des taux d'intérêt et l'inflation. Concernant l'inflation, elle s'est accentuée, en s'affichant à 8,1% en 2022 contre 4,7% en 2021. La hausse de l'inflation en 2022 est principalement imputable à la fois aux goulets d'étranglement dans l'économie post Covid-19 et à la demande excessive alimentée par les plans de soutien budgétaire et la politique de taux d'intérêt nulle de la réserve américaine pendant la pandémie. En outre, la guerre en Ukraine contribue à exacerber les prix à la consommation à travers notamment la hausse des produits de base. Sur le marché du travail, malgré l'augmentation des coûts de la main d'œuvre, le taux de chômage s'affiche à 3,5% en 2022 après 5,4% en 2021. Dans la Zone **euro**, la croissance reste modérée en se situant à 3,5% en 2022 après 5,3% un an auparavant. Cette décélération de la croissance est imputable aux conséquences économiques de la crise russo-ukrainienne et le faible niveau de confiance des entreprises et des consommateurs, dont les effets sont atténués par les mesures de politique budgétaire.

S'agissant de l'inflation, elle a augmenté fortement atteignant 8,3% en 2022 contre 2,6% en 2021. Ce niveau de l'inflation découle de l'envolée des prix de l'énergie et des produits alimentaires, les goulots d'étranglement en lien avec l'offre et les pressions sur la demande dans certains secteurs d'activité.

Au **Royaume-Uni**, la croissance est de 4,1% en 2022 après 7,6% en 2021, imputable à une réduction du pouvoir d'achat des ménages causée par une inflation élevée et un resserrement de la politique monétaire qui pèse sur les dépenses de consommation et d'investissement.

En ce qui concerne l'inflation, elle est en forte progression et s'établit à 9,1% en 2022 contre 2,6% en 2021. Le taux de chômage s'établit à 3,8% en 2022 contre 4,2% un an plus tôt.

Au **Japon**, la croissance de l'activité économique a ralenti, passant de 2,1% en 2021 à 1,4% en 2022. Cet affaiblissement est lié à la diminution nette de la contribution de la demande extérieure

dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale, malgré une demande intérieure restée vigoureuse et soutenue par la levée des mesures d'endiguement de la pandémie de COVID-19. Quant à l'inflation, elle a augmenté en 2022 passant de -0,2% en 2021 à 2,0% en 2022. Toutefois, elle demeure modérée comparée aux autres pays industrialisés et devrait peser favorablement sur la consommation des ménages en marge du déficit de la balance commerciale dû à la faiblesse du Yen.

En Chine, les estimations ont indiqué une croissance freinée en 2022 avec un taux de 3,0% contre 8,4% en 2021, marquant son plus bas niveau depuis plus de quarante ans, outre la récession de 2020. La forte décélération du rythme de l'activité économique s'explique par la recrudescence de la maladie à corona virus, induisant une imposition de restrictions strictes « Zéro Covid ». En outre, la baisse des investissements dans le secteur de l'immobilier, principal moteur de l'activité économique du pays et le resserrement monétaire dans les grandes économies, ont entamé davantage les perspectives.

L'inflation s'est élevée à 2,2% en 2022 après 0,9% en 2021. A l'inverse de nombreux autres pays, l'augmentation des prix en Chine est restée maîtrisée et contenue à la faveur du tassement des prix des produits alimentaires, de la baisse des prix des matières premières sur les marchés internationaux, notamment le pétrole brut et les métaux non ferreux.

En Afrique², la croissance économique est estimée à 3,8% en 2022 après 4,8% l'année précédente. Cette décélération de l'activité économique est liée à la conjugaison de plusieurs facteurs dont les répercussions des tensions géopolitiques dues à la multiplication des conflits et de l'insécurité sur le continent, aux impacts du changement climatique, à la persistance des risques liés à la COVID-19 en Afrique et au conflit entre la Russie et l'Ukraine. En outre, le ralentissement de la demande mondiale, le resserrement des conditions financières et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont affecté les économies africaines. S'agissant de l'inflation, elle est restée élevée, passant de 12,9% en 2021 à 13,8% en 2022. Les pressions inflationnistes en 2022 proviennent essentiellement d'une inflation importée due aux répercussions du conflit en Ukraine sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie ainsi qu'à la persistance de perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

En Afrique subsaharienne³, l'activité économique a enregistré un ralentissement en 2022 avec un taux de 3,8% après 4,7% en 2021. Ce fléchissement est la résultante du ralentissement de l'économie mondiale, du resserrement des conditions financières dans le monde, d'une hausse spectaculaire de l'inflation et des chocs internes que connaît la région (contexte sociopolitique difficile, crise alimentaire, défis sécuritaires, ...). Le renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie, induit par cette situation, a entraîné de nombreuses répercussions au niveau des différents pays, tandis que certains faisaient toujours face aux effets de la pandémie de COVID-19.

Les grandes économies de la zone ont connu des évolutions à la baisse de leur taux de croissance. Ces taux en 2022 sont de 2,6% pour l'Afrique du Sud, de 3,0% pour le Nigeria et de 3,6% pour le Ghana contre respectivement 4,9%, 3,6% et 5,4% en 2021. Quant à l'inflation, elle s'inscrit dans

² Perspectives économiques de l'Afrique 2022, BAD

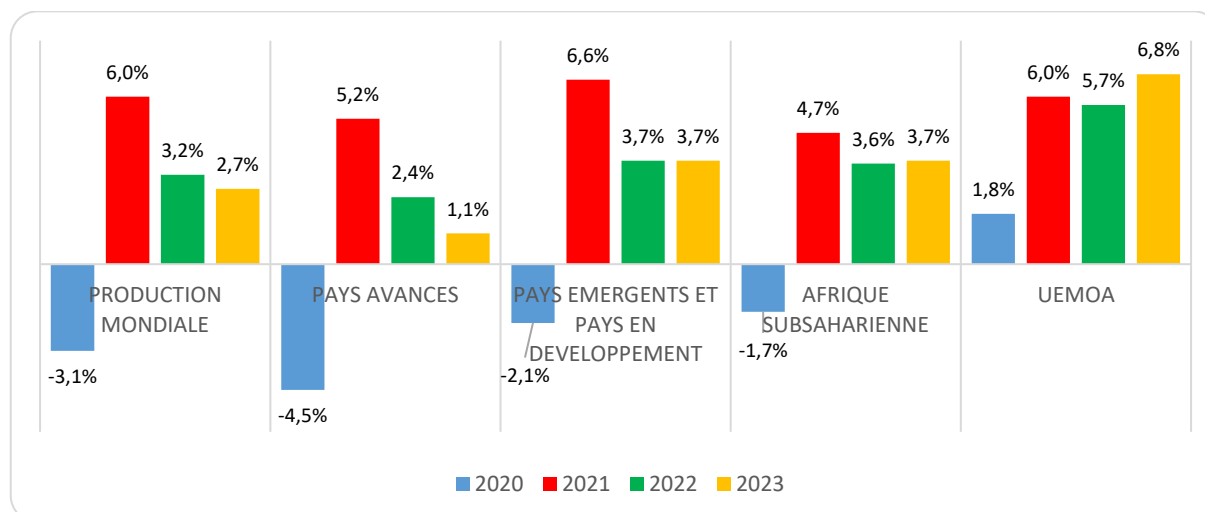
³ FMI : « Perspectives économiques régionales Afrique Subsaharienne, juin 2022 »

une tendance mondiale de flambée des prix à la consommation en s'établissant à 14,4% en 2022 contre 11,1% sur un an en Afrique subsaharienne. Ce niveau des prix est imputable à trois principaux facteurs. Ceux-ci concernent le conflit en Ukraine, la réponse de la politique monétaire des plus grandes économies mondiales à l'inflation élevée et l'impact des confinements liés à la Covid-19 et des perturbations des chaînes d'approvisionnements. Les différents pays de la région ressentent aussi bien les risques précités. Ainsi, en Afrique du Sud et au Nigéria, des taux respectifs de 6,7% et 18,9% sont attendus en 2022 après respectivement 4,6% et 17,0% un an plus tôt. Au Ghana, il atteint 27,2% au cours de 2022.

Dans l'UEMOA⁴, l'activité économique en 2022 est restée dynamique en dépit de la morosité de la conjoncture internationale et de la persistance des problèmes sécuritaires internes. Le taux de croissance est estimé à 5,6% après 6,1% un an plus tôt. La croissance du PIB en volume dans l'union résulte du maintien de la bonne orientation de l'activité économique dans l'ensemble des secteurs. En particulier, ce dynamisme est porté par l'intensification des investissements publics, dans un contexte de finalisation des projets d'envergure dans les secteurs gazier et pétrolier.

Le niveau général des prix à la consommation dans l'Union s'est accentué de 3,8 points de pourcentage pour se situer à 7,4% en 2022 après 3,6% un an plus tôt largement au-dessus des objectifs de stabilité des prix dans la zone⁵. Les tensions inflationnistes en 2022 sont essentiellement expliquées par les répercussions des niveaux élevés des cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires. En outre, l'impact de la période de soudure dans les pays sahéliens et les contraintes d'offre liées à l'aggravation des crises sécuritaires dans la région ont porté les prix à la hausse.

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (%)



Source : Source : CPC, mars 2023

⁴ BECEAO, CPM du 1^{er} Mars 2023.

⁵ L'objectif de stabilité des prix de la BCEAO est compris entre 1 et 3%.

Evolution du cours des principales matières premières

○ le baril de pétrole

Le cours moyen du pétrole s'est établi à 99,8 dollars US le baril en 2022, contre 70,4 en 2021, soit une hausse de 41,7% sur un an. Ce niveau du cours du baril de pétrole est expliqué essentiellement par la reprise économique et les répercussions de la crise ukrainienne.

○ l'once d'or

Le cours de l'once d'or en 2022 s'est situé en moyenne à 1 799,1 dollars US en stagnation par rapport à son niveau de 2021.

Les incertitudes pesant sur l'économie mondiale tout au long de 2022 ont permis de maintenir le cours de l'once d'or à ce niveau élevé.

○ le coton

Le cours moyen de la tonne de coton a atteint des sommets en 2022 depuis la tendance haussière entamée en mai 2020. En s'établissant à 2866,1 dollars US la tonne en 2022, le cours du coton enregistre une hausse de 28,5% sur un an après 2 230,7 dollars US la tonne en 2021.

La reconstitution des stocks après la COVID-19 avec la reprise de l'activité économique, malgré les aléas climatiques ayant affecté la production mondiale, ont tiré les prix du coton à la hausse en 2022.

○ Le taux de change du dollar US

En 2022, le dollar américain s'est échangé à 623,7 FCFA contre 554,6 en 2021, soit une appréciation du dollar de 12,5%. Cette appréciation du dollar américain est principalement en lien avec l'augmentation rapide des taux d'intérêt américains par la Réserve fédérale dans le cadre de la lutte contre les pressions inflationnistes nées de la crise de l'énergie causée par la crise russo-ukrainienne.

Rappel des objectifs de politique économique pour l'année 2022

L'activité économique en 2022 s'est déroulée dans un contexte marqué au plan national par la persistance des attaques terroristes. En outre, la situation nationale est caractérisée par l'avènement d'une transition politique suite à des ruptures consécutives de l'ordre constitutionnel normal le 24 janvier et le 30 septembre 2022. Par ailleurs, sur le plan international, le contexte est marqué par la guerre russo-ukrainienne qui fait peser des incertitudes sur les perspectives de la poursuite de la reprise mondiale.

Aussi, le contexte est resté marqué par la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA ainsi que par l'adoption et la mise en œuvre de la phase II du Plan national de développement économique et social (PNDES II) 2021-2025 ainsi que de l'acte additionnel n° A/AS.1/6/21 du 19 juin 2021 portant Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO.

Pour atteindre les objectifs de mobilisation des recettes du budget de l'Etat, exercice 2022, des nouvelles mesures fiscales seront opérationnalisées, en plus des réformes déjà en cours. Ces

mesures visent l'élargissement de l'assiette fiscale, l'amélioration du rendement de l'impôt et la promotion des télé-procédures.

En matière de mobilisation des ressources extraordinaires, il s'agira notamment (i) de la poursuite du recours au marché financier régional ainsi que l'exploitation des opportunités offertes par les institutions de développement en vue du financement des investissements, (ii) du développement du Partenariat public-privé (PPP) qui vise à faire du secteur privé le moteur de la croissance et (iii) du développement de la coopération Sud-sud dans le cadre de la capitalisation des meilleures pratiques des pays du sud.

Concernant les dépenses, le Gouvernement entend poursuivre, d'une part, les efforts de maîtrise des dépenses de fonctionnement et des charges de personnel afin de créer plus d'espace budgétaire pour une plus grande couverture des dépenses d'investissement, d'autre part, l'optimisation des procédures de passation de la commande publique et de la chaîne de la dépense publique.

Pour l'année 2022, il était attendu⁶:

- un taux de croissance économique de 6,7% ;
- un niveau d'inflation en moyenne annuelle de 5% contenu dans la limite de la norme communautaire de 5,0% maximum ;
- un taux de pression fiscale de 15,3% ;
- un taux d'endettement (dette publique/PIB nominal) de 53,3% ;
- un solde global dons compris en pourcentage du PIB nominal de -4,5%.

^{6 6} *Cadrage macroéconomique du Burkina Faso, CPC, mars 2022*

1. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURKINA FASO A FIN DECEMBRE 2022

L'activité économique en 2022 s'est déroulée dans un contexte international marqué par la crise russo-ukrainienne, les tensions géostratégiques, la résurgence de la pandémie de la COVID-19 à travers de nouveaux variants et le durcissement des conditions financières mondiales. Sur le plan national, elle a été caractérisée par la persistance des attaques terroristes entraînant un déplacement interne massif de populations, l'avènement de transitions politiques et des tensions inflationnistes concernant notamment les produits de grande consommation. La campagne agro-pastorale, quant à elle, a été globalement favorable en dépit des attaques parasitaires.

1.1. Secteur réel

1.1.1. Ressources du PIB

L'activité économique a enregistré une croissance de 3,0% en 2022 contre 6,5% en 2021. Cette croissance est tirée par les secteurs primaire (+8,7%) et tertiaire (+6,6%). Quant à l'activité dans le secteur secondaire, elle a décliné à 6,1% contre une hausse de 8,3% en 2021.

Le PIB nominal s'est établi à 12 507,0 milliards de FCFA en 2022 contre 11 251,6 milliards de FCFA en 2021.

Tableau 1 : Evolution de la croissance du PIB réel sur la période 2018 à 2022

Rubrique	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de croissance du PIB réel (%)	6,7	5,7	1,9	6,5	3,0
<i>Secteur primaire (%)</i>	13,3	1,7	6,5	-9,0	8,7
<i>Secteur secondaire (%)</i>	2,8	2,3	6,4	8,3	-6,1
<i>Secteur tertiaire (%)</i>	3,7	8,4	-3,1	13,5	6,6
<i>Impôts et taxes nets sur les produits (%)</i>	16,3	11,8	3,5	6,7	1,2
PIB nominal en milliards de FCFA	8 920,4	9 369,2	10 310,6	11 251,6	12 507,0

Source : CPC, mars 2023

1.1.1.1. Secteur primaire

La valeur ajoutée (VA) du secteur primaire est ressortie en hausse de 8,7% en 2022 après une baisse de 9,0% en 2021. Cette performance est due principalement à l'agriculture vivrière (+14,2%) et à l'« égrenage coton » (+5,7%), atténuée par l'agriculture de rente qui a connu une baisse de 5,5% de sa valeur ajoutée.

La performance de l'agriculture vivrière est imputable à la hausse de la production céréalière et des autres produits vivriers. La production de céréales s'est établie à 5 179 059 tonnes pour la campagne agricole 2022/2023, en hausse de 11,1% par rapport à la campagne précédente. Celle des autres produits vivriers, dont le poids dans la production vivrière est de 48,3% a crû de 22,0% en 2022.

Concernant l'agriculture de rente, la baisse de sa valeur ajoutée est attribuable principalement à la contreperformance de la production cotonnière qui s'inscrit en baisse de 16,8% avec une quantité estimée à 433 277 tonnes en 2022. Cette baisse de la production cotonnière est due principalement aux infections du cotonnier par des nouveaux ravageurs et les difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles.

Quant au sésame et à l'arachide coque, leurs productions ont connu des hausses respectivement de 2,3% et 7,9%.

La performance de l'agriculture est imputable à la bonne répartition spatiotemporelle des pluies et à la mise en œuvre des mesures gouvernementales de soutien au monde rural et d'actions pour améliorer la productivité et assurer la sécurité alimentaire.

Quant à l'égrenage de coton, la hausse de sa valeur ajoutée s'explique par la bonne tenue de la campagne cotonnière 2021/2022, la mise en activité des unités d'égrenage de Tenkodogo et de Ouargaye et l'intensification de la production de coton biologique.

En ce qui concerne l'élevage et activités annexes à l'élevage, il a enregistré une croissance de sa valeur ajoutée de 1,7% en 2022 après 2,8% en 2021. Cette croissance s'explique par l'amélioration de la couverture sanitaire des animaux et la création d'un environnement favorable à une production animale durable.

En somme, la contribution du secteur primaire à la croissance du PIB est de 1,8 point de pourcentage en 2022 contre -2,0 points de pourcentage en 2021. Sa part dans la formation du PIB est de 25,0% en 2022 contre 20,5% en 2021.

1.1.1.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire a enregistré une baisse de sa valeur ajoutée de 6,1% en 2022 après une croissance de 8,3% en 2021. Cette contreperformance est imputable aux branches « Construction » (-13,9%) et « Activités extractives » (-13,6%) atténuée par les performances des branches « Electricité-Eau-Assainissement » (+12,3%) et « Activités manufacturières » (+6,2%).

S'agissant de la contreperformance des activités extractives, elle est due principalement à l'arrêt des activités de production des entreprises (SOMITA (Taparko), BMC (Youga) et NORD GOLD SAMTenga (Samtenga)) suite à d'attaques terroristes, au report de l'entrée en production (NORD GOLD YIMIOUGOU (Yimiougou), OUARE MINING COMPAGNY (Ouaré), KALSAKA SA (Kalsaka), NETIANA MINING COMPAGNY (Netiana)) et à la baisse de la production de certaines mines d'or. Par ailleurs, il est enregistré la fermeture de la mine de zinc NANTOU MINING (Perkoa) à la suite d'une inondation.

Quant aux travaux de construction, leur contreperformance s'expliquerait par l'arrêt des grands chantiers de construction et de bitumage de routes⁷, ainsi que des travaux d'aménagement de pistes rurales dans certaines régions, dû à la situation sécuritaire et au contexte socio-politique.

En somme, la contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB est ressortie à -1,7 point de pourcentage en 2022 contre +2,4 points de pourcentage en 2021 et sa part dans la formation du PIB se situerait à 23,5% en 2022 contre 27,6% en 2021.

1.1.1.3. Secteur tertiaire

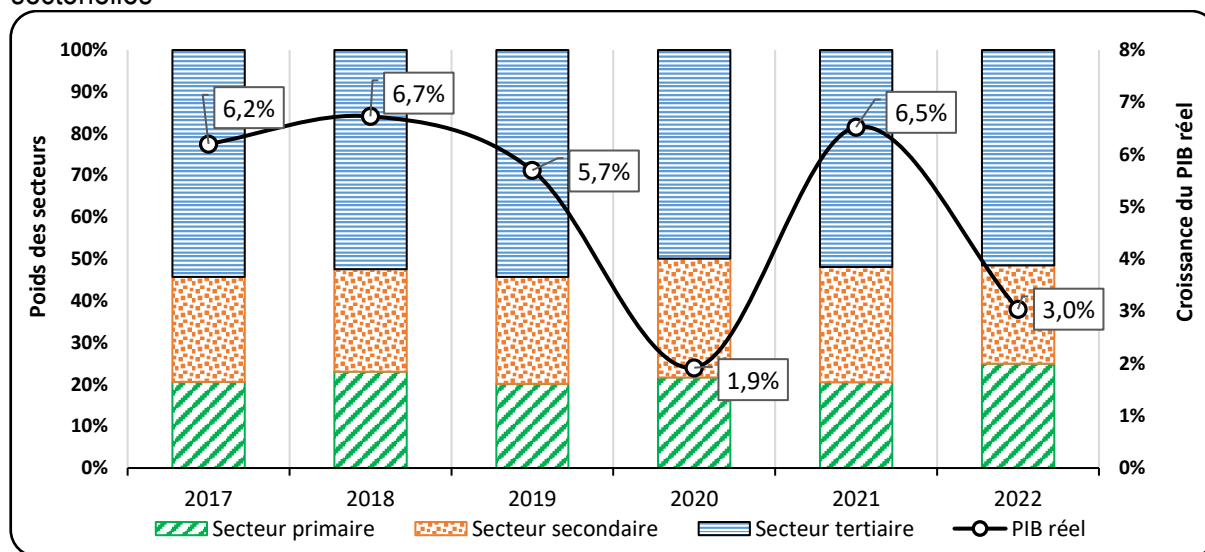
La valeur ajoutée du secteur tertiaire est ressortie en hausse de 6,6% en 2022 après une croissance de 13,5% en 2021. Cette performance est principalement due aux activités des branches « activités financières et d'assurance » (+13,4%), « activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau » (+11,5%), « commerce et réparation » (+7,7%), « transport et entreposage » (+2,6%) et « hôtellerie et restauration » (+1,6%).

⁷ Kongoussi-Djibo (96 km), Kantchari-Diapaga frontière du Bénin (145 km) lot 2, Fada – Bogandé (129 km), Koundougou – Solenzo (75 km), Dori-Gorom-Gorom (55 km), Tougan – Lanfièra- Di (63 km), Gounghin - Fada N'Gourma -Piéga - Frontière du Niger (218 km)

Le secteur tertiaire a également bénéficié de l'amélioration du climat des affaires, du dynamisme du tourisme interne et de l'atténuation des effets de la COVID-19. Cependant, cette performance a été impactée par la non tenue des manifestations telles que la Semaine nationale de la culture (SNC), le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO), le Tour cycliste international du Faso et le Salon international du coton et du textile (SICOT).

En somme, la contribution du secteur tertiaire à la croissance du PIB est passée de 6,1 points de pourcentage en 2021 à 2,9 points de pourcentage en 2022. La part de ce secteur (y compris les Impôts et taxes nets sur les produits) à la formation du PIB est de 51,5% en 2022 contre 51,9% en 2021.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles



Source : CPC, mars 2023

1.1.2. Emplois du PIB

En 2022, la croissance du PIB s'est établie à 3,0%, tirée principalement par la consommation finale (+5,8 points de pourcentage). La Formation brute de capital et les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance respectivement de 2,6 points et 0,2 point de pourcentage.

1.1.2.1. Consommation finale

La consommation finale a progressé de 7,4% en 2022 contre 5,3% en 2021. Cette progression est soutenue principalement par la consommation finale des ménages et celle des administrations avec des taux d'accroissement respectifs de 8,4% et 5,1%.

En 2022, la consommation finale a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 5,8 points de pourcentage contre 4,2 points de pourcentage en 2021.

1.1.2.2. Investissement

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) s'est accrue de 7,0% en 2022 contre 9,1% en 2021. Cette évolution résulte d'une hausse aussi bien de la FBCF publique (+10,3%) que de la FBCF privée (+3,4%) contre respectivement 22,2% et -2,2% en 2021. Il est donc constaté un regain d'intérêt dans l'investissement privé par rapport à 2021. Le ralentissement du dynamisme de l'investissement public s'explique par l'arrêt de certains grands chantiers de construction et de

bitumage des routes ainsi que les travaux d'aménagement de pistes rurales imputable à la situation sécuritaire et au contexte socio-politique.

La contribution de la FBCF à la croissance a été de 1,4 point de pourcentage en 2022 après 1,8 point en 2021. Toutefois, la formation brute de capital, formée par la FBCF, la variation de stock de biens et la variation de stock d'objets de valeur, a contribué de -2,6 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2022 contre 2,8 points de pourcentage en 2021.

1.1.2.3. Echanges extérieurs

Les exportations de biens et services ont régressé de 1,7% en 2022 contre une progression de 3,0% en 2021. Ce recul est essentiellement imputable à la baisse des exportations d'or non monétaire de 13,2%.

Quant aux importations, elles ont diminué, en termes réel, de 1,1% en 2022 contre une augmentation de 4,7% en 2021. Cette baisse est expliquée par la contraction des importations de biens d'équipement et de produits alimentaires respectivement de 5,4% et de 5,3% contrebalancées par une hausse de celles des produits pétroliers de 10,9%.

En termes de contribution à la croissance, la part des échanges extérieurs de biens et services se chiffre à -0,2 point de pourcentage en 2022 après -0,5 point de pourcentage en 2021.

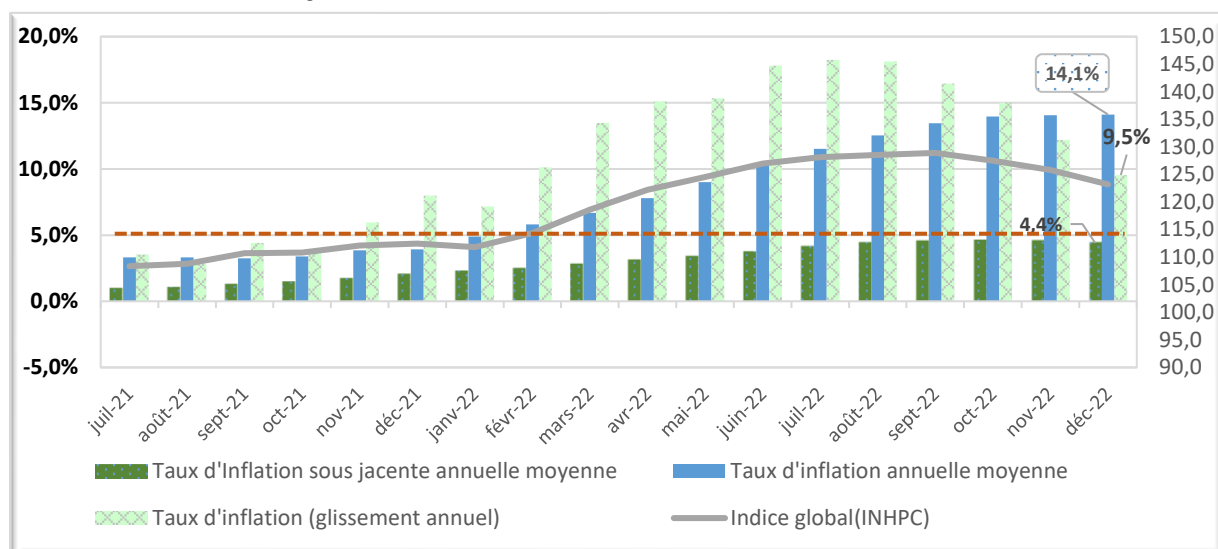
1.1.3. Prix et inflation

La tendance haussière de l'inflation entamée depuis le dernier trimestre de l'année 2020 se poursuit. Comparée à son niveau de décembre 2021, l'inflation annuelle moyenne est ressortie à 14,1% à fin décembre 2022, après une hausse de 3,9% à fin décembre 2021 et une hausse de 1,9% à fin décembre 2020.

Cette tension inflationniste est imputable principalement au renchérissement des prix des produits alimentaires (+23,4%), notamment des légumes frais, des viandes, des fruits et noix cultivés, des tubercules, des céréales. Les produits locaux connaissent globalement une hausse de 17,8% à fin décembre 2022. En moyenne annuelle, les produits frais haussent fortement à fin décembre 2022 (+33,1%). Ces tensions sur les prix sont à mettre en lien avec la mauvaise campagne agricole 2021/2022 (les céréales ont connu une baisse en quantité de 8%). De même la situation sécuritaire a entraîné le délaissement des terres culturales ainsi que les zones d'élevage et perturbé aussi la chaîne de distribution des produits du fait de l'inaccessibilité des zones à fort défis sécuritaires. Cette situation a entraîné une crise d'offre qui se répercute sur les prix des produits locaux. L'impact du conflit en Ukraine a eu d'énormes répercussions sur le marché alimentaire et énergétique mondiale, ce qui s'est traduit également au niveau national par un renchérissement perceptible des prix des denrées alimentaires, mais aussi des produits énergétiques. Cela a contribué à aggraver les tensions inflationnistes liées à la situation sécuritaire nationale mais a impacté aussi les prix des produits importés qui ont connu une hausse de 4,6%.

Par ailleurs, la fonction « Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants » a connu une importante hausse de 10,2 %, liée à la hausse du prix de la bière traditionnelle. Aussi, la hausse des prix enregistrés au niveau de la fonction « Transport » de 4,8% et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+3,3%) est principalement imputable à l'augmentation des prix des produits énergétiques qui atteint 7,1% à fin décembre 2022. Quant à l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire l'inflation hors produits frais et produits énergétiques, elle s'est située à 4,4%.

Graphique 3 : Evolution de l'inflation et de l'inflation sous-jacente en moyenne annuelle, de l'INHPC et du taux d'inflation en glissement annuel



Source : INSD, mars 2023

Au cours du dernier trimestre de 2022, le niveau général des prix à la consommation est en hausse de 12,2% par rapport au même trimestre de 2021, sous l'influence d'une hausse des produits alimentaires (+19,3%) des transports (+7,2%), des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (+5,2%).

Les prix à la consommation des produits importés ont connu une hausse (+5,7%) et ceux des produits locaux ont fortement augmenté (+14,6%). De même, les prix des produits frais ont fortement augmenté (+27,3%). Cette forte hausse des produits frais est induite par celle des produits de l'abattage notamment les viandes (viandes fraîches de bœufs, de mouton, de chèvre), mais aussi de celles des cultures maraichères (tomates, oignons, choux, laitue etc.), des fruits (citrons, pastèques, etc.) et des céréales, conséquences de la situation sécuritaire.

L'analyse semestrielle montre que les prix du second semestre de 2022 ont connu une hausse de 14,9% par rapport au même semestre de 2021.

Tableau 2 : Evolution des indices par fonction de consommation (en %)

	IHPC Base 2014			Taux d'inflation annuelle moyenne (12 derniers mois)							Evolution semestrielle de l'inflation
	TRIM4 - 2020	TRIM 4 - 2021	TRIM 4 - 2022	déc -20	déc -21	déc-22	T1-2022 / T1-2021	T2-2022 / T2-2021	T3-2022 / T3-2021	T4-2022 / T4-2021	S2-2022/S2-2021
INDICE GLOBAL	105,6	111,8	125,5	1,9	3,9	14,1	10,3	16,1	17,6	12,2	14,9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	108,1	119,9	143,1	3,7	7,3	23,4	18,8	26,6	28,9	19,3	24,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	132,7	142,8	150,3	0,1	4,7	10,2	6,8	21,0	8,3	5,2	6,7
Articles d'habillement et chaussures	101,3	101,6	101,7	0,0	0,1	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,3
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	100,1	100,5	105,4	-1,5	2,0	3,3	-1,0	2,4	7,1	4,9	6,0
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	101,3	101,0	102,1	0,0	0,0	0,4	0,1	0,3	0,3	1,1	0,7
Santé	100,4	100,6	100,7	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1
Transports	98,4	99,2	106,3	-0,5	-0,4	4,8	1,0	4,2	6,9	7,2	7,1
Communication	98,8	98,7	98,7	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	101,1	101,1	102,0	-0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2	0,8	0,5
Enseignement	107,8	112,1	114,0	2,1	1,5	3,2	4,0	4,0	3,2	1,7	2,4
Restaurants et Hôtels	105,1	107,1	108,8	0,3	0,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,6	1,7
Biens et services divers	100,9	101,3	101,4	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,1	0,3
Local	107,3	116,0	133,0	2,6	5,4	17,8	14,0	20,3	22,4	14,6	18,5
Importé	102,3	103,5	109,4	0,1	0,6	4,6	1,8	5,6	5,3	5,7	5,5
Energie	97,0	97,5	108,6	-2,2	1,8	7,1	-1,8	5,3	13,6	11,4	12,5
Produits frais	111,6	125,9	160,2	5,1	9,3	33,1	26,6	38,4	39,9	27,3	33,5
Hors Energie et Produits frais	103,9	107,7	111,2	0,5	2,1	4,4	3,8	5,2	5,4	3,3	4,3

Source : INSD, mars 2023

1.2. FINANCES PUBLIQUES ET DETTE PUBLIQUE

L'exécution des opérations financières de l'Etat en 2022, s'est soldée par un besoin de financement de 1 078,6 milliards de FCFA, en détérioration de 367,8 milliards de FCFA comparativement à son niveau un an plus tôt.

1.2.1. Recettes

Les recettes ont été mobilisées à hauteur de 2 505,7 milliards de FCFA en 2022 contre 2 189,0 milliards de FCFA en 2021, en hausse de 316,7 milliards de FCFA (+14,5%). Cet accroissement est dû exclusivement à la hausse des recettes fiscales de 333,2 milliards de FCFA (+19,5%) et les « dons » (+1,1%) ; les « autres recettes » s'étant contractés de 8,7%.

La hausse des **recettes fiscales** est imputable principalement aux impôts sur le revenu, les bénéfiques et les gains en capital (+147,2 milliards de FCFA), aux impôts sur les biens et services (+129,6 milliards de FCFA) et aux impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales (+49,5 milliards de FCFA).

Les dons se sont situés à 263,1 milliards de FCFA en 2022 en baisse de 2,9 milliards FCFA par rapport à 2021. Cette évolution est imputable à la hausse des dons reçus d'organisations internationales (+61,2 milliards de FCFA), ceux reçus d'administrations publiques étrangères ayant connu une baisse de 58,4%.

S'agissant des **autres recettes**, elles se sont chiffrées à 203,6 milliards de FCFA en 2022, en recul de -19,4 milliards de FCFA sur un an. Ce repli des autres recettes s'explique essentiellement par une diminution du recouvrement des loyers (-27,6 milliards de FCFA), en lien avec le recouvrement exceptionnel de la licence 4G de la téléphonie mobile en 2021 de 32,5 milliards de FCFA par rapport à 2022 qui est de 8,0 milliards de FCFA.

En 2022, les recettes fiscales ont représenté 81,4% des recettes, après 77,9% en 2021.

Tableau 3 : Evolution des recettes totales et dons en 2021 et en 2022 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2021	2022	Ecart absolu	Variation relative
Recettes	2 189,1	2 505,7	316,6	14,5%
Recettes Fiscales	1 705,8	2 039,0	333,2	19,5%
Autres recettes	223,0	203,6	-19,4	-8,7%
Dons	260,2	263,1	2,8	1,1%

Source : DGTCP, TOFE, avril 2022

1.2.2. Dépenses

Les **dépenses** se sont chiffrées 3 584,2 milliards de FCFA en 2022, après un niveau établi à 2 899,8 milliards de FCFA en 2021, en augmentation de 684,4 milliards de FCFA (+23,6%). Cette progression des dépenses en 2022 est attribuable aussi bien à celle des charges (+433,3 milliards de FCFA) qu'à celle des transactions sur les actifs non financiers (+251,2 milliards de FCFA).

Les **charges**, en progression de 22,3% par rapport à 2021, ont été exécutées à hauteur de 2 375,4 milliards de FCFA en 2022. Cet accroissement des charges résulte principalement de l'augmentation des **subventions** (+431,4 milliards de FCFA), de **l'utilisation de biens et services** (+52,0 milliards de FCFA), des **dons** (+48,6 milliards de FCFA) et **des intérêts** (+36,1 milliards de FCFA). Le niveau des **salaires et traitements** s'est établi à 845,4 milliards de FCFA soit une baisse de 45,4 milliards de FCFA par rapport 2021.

En effet, les **subventions** se sont établies à 475,3 milliards de FCFA, en augmentation de 431,4 milliards de FCFA par rapport 2021. Cette hausse est en lien principalement avec la prise en compte des titres de la SONABHY (Titrisation moins-values 2021 de la SONABHY) d'un montant de 275,5 milliards de FCFA et le crédit relatif à la subvention aux cotonculteurs d'un montant de 72,8 milliards de FCFA.

Quant aux charges sur **l'utilisation de biens et services**, elles ont connu une hausse de 26,7% par rapport à fin décembre 2021 passant de 194,4 milliards de FCFA en 2021 à 246,4 milliards de FCFA en 2022.

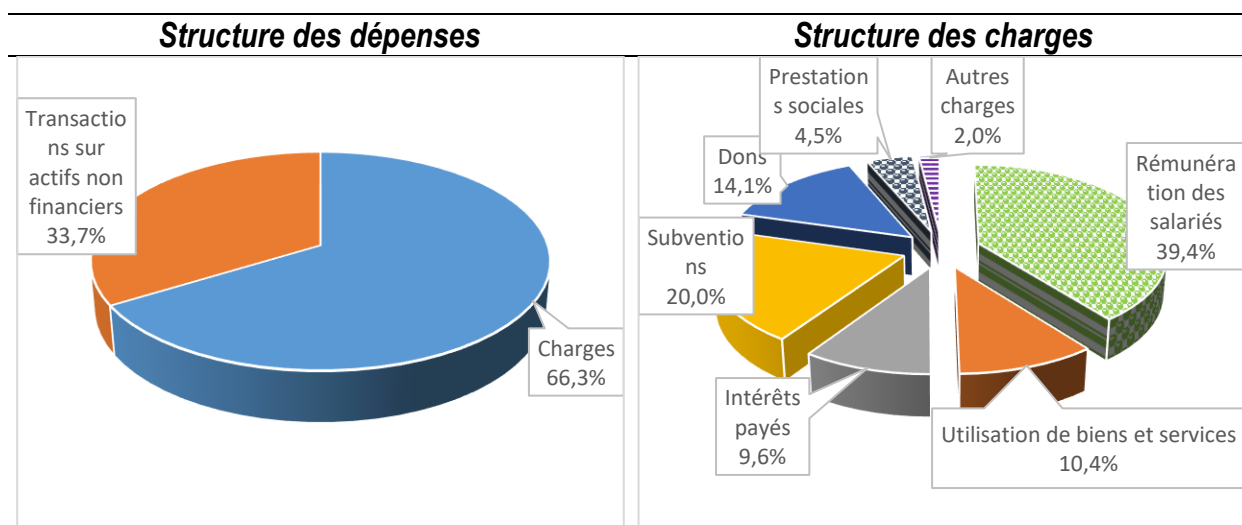
Pour les charges liées aux **dons**, elles sont passées de 286,6 milliards de FCFA en 2021 à 335,2 milliards de FCFA en 2022 soit une hausse de 17,0%. Cette augmentation est expliquée par la prise en compte d'un montant de 64,1 milliards de FCFA de transfert à l'Agence Nationale de Gestion des

soins de Santé Primaires (AGSP) pour le paiement des salaires des agents de la fonction publique hospitalière.

S'agissant des charges sur les **salaires et traitements**, elles sont exécutées à hauteur de 845,4 milliards de FCFA, en baisse de 45,4 milliards de FCFA (-5,1%) par rapport à 2021. Cette diminution est justifiée principalement par le transfert des salaires et traitements des agents de la fonction hospitalière à l'AGSP de 64,1 milliards de FCFA.

Les **autres charges** ont baissé de 128,2 milliards de FCFA comparativement à 2021, se situant à 47,2 milliards de FCFA en 2022. Cette baisse s'explique par l'effet de base lié à l'opération spéciale de remboursement des crédits de TVA par avances de trésorerie en 2021 d'un montant de 106,8 milliards de FCFA.

Tableau 4: Structures des composantes des dépenses et des charges en 2022



Source : DGTCP, TOFE, mars 2023

Les transactions sur actifs non financiers se sont situées à 1208,8 milliards de FCFA en 2022 contre 957,7 milliards de FCFA une année auparavant, soit une progression de 26,2%. Cette évolution est imprimée par l'accroissement des actifs fixes (+114,9 milliards de FCFA, soit 16,2%).

Tableau 4 : Évolution des dépenses entre 2021 et 2022 (en milliards de FCFA)

Rubriques	2021	2022	Ecart absolu	Var (%)	Part (%)
Dépenses	2 899,8	3 584,2	684,4	23,6	-
Charges	1 942,1	2 375,4	433,3	22,3	66,3
Rémunérations des Salariés	942,6	936,8	-5,8	-0,6	26,1
Utilisation de biens et services	194,4	246,4	52,0	26,7	6,9
Intérêts	192,5	228,7	36,1	18,8	6,4
Subventions	43,8	475,3	431,4	983,9	13,3
Dons	286,6	335,2	48,6	17,0	9,4
Prestations sociales	106,8	105,8	-0,9	-0,9	3,0
Autres charges	175,3	47,2	-128,2	-73,1	1,3
Transaction sur les actifs non financiers	957,7	1 208,8	251,2	26,2	33,7

Source : CNPE, mars 2023

1.2.3. Soldes budgétaires caractéristiques et financement

Le **solde net de gestion** est ressorti à 130,3 milliards de FCFA en 2022, traduisant une couverture des charges par les recettes sur la période. Comparativement à 2021, ce solde s'est dégradé de 116,7 milliards de FCFA.

Le **besoin de financement** s'est établi à 1 078,6 milliards de FCFA en 2022, en détérioration de 367,8 milliards de FCFA par rapport à son niveau une année auparavant.

Les **transactions sur actifs financiers et passifs** dégagent une acquisition nette d'actifs financiers de -201,4 milliards de FCFA en 2022, en baisse de 433,9 milliards de FCFA par rapport à 2021.

Quant à l'**accumulation nette de passifs**, elle s'est établie à 874,2 milliards de FCFA en 2022, en baisse de 61,3 milliards de FCFA, comparativement à la même période en 2021.

Ainsi, les transactions sur actifs financiers et passifs ressortent à -1 075,6 milliards de FCFA, en détérioration de 372,6 milliards de FCFA par rapport à 2021.

La baisse des actifs financiers est principalement due à la réduction des numéraires et dépôts de l'administration centrale dans le secteur intérieur (-414,4 milliards de FCFA) qui sont passés de 217,7 milliards de FCFA à 2021 à -196,7 milliards de FCFA en 2022.

Quant à l'accumulation nette des passifs, elle est passée de 935,5 milliards de FCFA en 2021 à 874,2 milliards de FCFA en 2022 soit une baisse de 61,3 milliards de FCFA. Cette baisse est portée par le secteur extérieur (-663,9 milliards de FCFA). Le secteur intérieur ayant connu une hausse des passifs de (+602,6 milliards de FCFA).

Dans le secteur intérieur, les titres de créance ont connu une baisse de 27,0 milliards de FCFA tandis que les crédits et les autres comptes à payer ont connu des hausses respectivement de 434,6 milliards de FCFA et 194,6 milliards de FCFA.

La baisse des passifs dans le secteur extérieur s'explique à la fois par une diminution des titres de créances de 556,4 milliards de FCFA et des crédits de 107,5 milliards de FCFA par rapport à la même période de 2021.

1.2.4. Situation de la dette publique

L'**encours de la dette publique** à fin décembre 2022 s'est établi à 6 737,2 milliards de FCFA, en augmentation de 12,3% par rapport à fin décembre 2021. Il est constitué de dettes extérieure et intérieure pour des montants respectifs de 2 848,3 milliards de FCFA (42,3% de la dette totale) et de 3 888,9 milliards de FCFA (57,7% de la dette totale). Cet accroissement de l'encours de la dette est imputable à ses composantes aussi bien extérieure qu'intérieure qui ont progressé respectivement de 204,6 milliards de FCFA (+7,7%) et de 534,3 milliards de FCFA (+15,9%).

L'augmentation de l'encours de la **dette extérieure** à fin décembre 2022 peut s'expliquer par un niveau de décaissement plus important que le remboursement du principal de la dette combinée à une augmentation du cours des devises constituant le portefeuille de la dette. Cet encours est principalement tiré par la dette multilatérale qui représente 88,9% de l'ensemble de la dette extérieure.

S'agissant de l'encours de la **dette intérieure**, sa hausse est imputable aussi bien aux emprunts auprès du secteur bancaire (+155,6 milliards de FCFA) qu'à celui non bancaire à travers les émissions de titres publics sur le marché sous régional (+393,3 milliards de FCFA). Pour ce qui concerne les émissions de titres publics, dix-neuf (19) émissions d'emprunts obligataires d'un montant global de 653,6 milliards de FCFA (dont deux par syndication d'un montant total de 292,4 milliards de FCFA) et cinq (05) émissions de Bons de Trésor d'un montant cumulé de 119,9 milliards de FCFA ont été réalisées. L'encours de ces titres publics s'élève à 2 791,9 milliards de FCFA, représentant 75,4% du volume de la dette intérieure et 41,4% de la dette publique totale.

S'agissant du **service de la dette publique**, après un montant de 807,0 milliards de FCFA à fin 2021, les paiements à fin 2022 s'élèvent à 671,8 milliards de FCFA et se répartissent entre créanciers extérieurs et intérieurs pour des montants respectifs de 128,9 milliards de FCFA (19,2%) et 542,9 milliards de FCFA (80,8%). Ce service se décompose en remboursement du principal pour 447,9 milliards de FCFA (66,7%) et en paiement d'intérêts pour 223,9 milliards de FCFA (33,3%). La majorité des intérêts payés serait due au secteur non bancaire, essentiellement constitué de titres publics, et représenteraient 76,5% du montant des intérêts de la dette publique.

Tableau 5 : Evolution de l'encours de la dette publique de l'administration centrale (en milliards de FCFA)

	31-déc-21	31-déc-22
Dette publique totale	5 998,3	6 737,2
Dette extérieure	2 643,6	2 848,3
- Multilatérale	2 329,6	2 530,7
- Bilatérale	314,0	317,6
Dette intérieure	3 354,7	3 888,9
PIB nominal	11 251,6	12 507,0
Dette publique totale en % du PIB	53,3	53,9

Source : DGTCP/DDP, mars 2023

1.3. SITUATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso ont été marqués en 2022 par une évolution favorable des cours des deux principaux produits d'exportation que sont l'or et le coton fibre. Celui de l'or a connu une légère appréciation (+0,7%) tandis que le prix à la vente du coton fibre a enregistré une embellie de 23,5%. Parallèlement, le cours du baril du pétrole et celui du dollar ont subi de fortes appréciations. Dans ce contexte, le solde de la balance des transactions courantes devrait se détériorer sur la période du fait de la dégradation de la balance des biens et services et de celle du revenu secondaire. Le compte de capital quant à lui connaîtrait une amélioration de son solde excédentaire et des sorties de capitaux au titre du compte financier seraient enregistrées.

Au total, les échanges avec l'extérieur se solderaient par un déficit global de 664,7 milliards en 2022, après un excédent de 648,7 milliards en 2021, soit une détérioration de 1.313,4 milliards sur un an.

1.3.1.Compte des transactions courantes

Les **transactions courantes** avec le reste du monde ont dégagé un solde déficitaire à hauteur de 5,8% du PIB en 2022 après un solde excédentaire de 0,4% en 2021. La **balance des biens** afficherait un excédent réduit à 16,6 milliards en 2022, après 698,2 milliards en 2021.

Les **exportations** atteindraient 3 220,2 milliards en 2022, en hausse de 2,3% sur un an, principalement imprimées par l'accroissement des quantités exportées de coton (+2,0%), conjuguée à l'appréciation des cours mondiaux (+11,7% en franc CFA). A l'opposé, les exportations d'or ont connu un repli de 44,2 milliards en lien avec la baisse de la quantité exportée (-12,1%).

Les **importations** se situeraient à 3 277,0 milliards en 2022, en hausse de 33,8%, après 5,4% en 2021. Cette progression importante découlerait principalement du renchérissement de la facture des produits énergétiques (+516,7 milliards, soit +76,7%), des biens intermédiaires (+180,6 milliards, soit +31,0%) et des produits alimentaires (47,7 milliards, soit +25,2%).

La **balance des services** en se situant à -568,1 milliards en 2022 serait en aggravation de 91,1 milliards sur un an, sous l'effet principalement de la détérioration du solde des services de transport (-65,6 milliards) imprimée par l'accroissement du coût du fret au niveau mondial.

Les transactions au titre du **revenu primaire** se solderaient par un déficit de 491,8 milliards en 2022, en amélioration de 3,9%, en lien avec le repli de paiements nets au titre des revenus des investissements.

La balance du **revenu secondaire**, en s'établissant à 321,4 milliards en 2022 contre un excédent de 333,7 milliards en 2021, ressortirait en dégradation de 12,3 milliards (+3,7%) imputable principalement au repli des transferts courants en faveur de l'Administration publique (-12,4%), notamment l'aide budgétaire (-20,7 milliards).

1.3.2.Compte de capital

Le solde du compte de capital, structurellement excédentaire, s'établirait à 260,3 milliards en 2022 contre 235,7 milliards en 2021, en augmentation de 24,6 milliards, en relation avec l'accroissement des transferts au profit de l'administration publique (+13,1%).

1.3.3.Compte financier

Les flux nets résultant des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs se solderaient par des sorties nettes de capitaux de 198,2 milliards en 2022 contre des entrées nettes de 374,5 milliards en 2021. Ces sorties nettes seraient principalement en ligne avec les sorties de capitaux au titre des autres investissements à hauteur de 653,7 milliards. A l'opposé, les investissements de portefeuille et les investissements directs devraient connaître des entrées nettes respectivement de 432,0 milliards et 23,4 milliards.

1.3.4.Solde global

En somme, les échanges avec l'extérieur se solderaient par un déficit de 664,7 milliards en 2022, après un excédent de 648,7 milliards en 2021, soit une détérioration de 1.313,4 milliards sur un an.

1.4. SITUATION MONETAIRE - MARCHE MONETAIRE ET TAUX D'INTERET

1.4.1. Situation monétaire

L'évolution de la situation monétaire a été marquée, entre fin décembre 2021 et fin décembre 2022, par une progression des créances intérieures de 908,7 milliards de FCFA (+26,1%) et un repli des Actifs Extérieurs Nets (AEN) de 664,7 milliards de FCFA (-25,2%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 131,8 milliards (+2,4%, en deçà du taux de progression de la masse monétaire de l'Union de 11,3%), les passifs à caractères non monétaires des institutions de dépôts s'étant accrus de 167,8 milliards de FCFA (+16,4%).

1.4.1.1. Actifs extérieurs nets

Les AEN des Institutions monétaires sont ressortis à 1 972,1 milliards de FCFA à fin 2022, en repli de 25,2% par rapport à fin 2021. Ce reflux est imputable à la contraction des AEN de la BCEAO (-1.091,5 milliards), atténuée par l'accroissement de ceux des Autres Institutions de Dépôts (AID) (+426,8 milliards).

La baisse en variation annuelle des AEN de la Banque Centrale (-1 091,5 milliards) s'explique principalement par d'importantes opérations d'entretien de la circulation fiduciaire. La progression des engagements extérieurs de la BCEAO s'explique par l'accumulation de billets du Burkina par les autres pays (billets émis par le Burkina reversés aux guichets de la Banque Centrale dans les autres pays de l'Union) ou le rapatriement des autres pays de l'Union vers le Burkina. A l'opposé, la baisse des créances extérieures s'explique par la destruction au Burkina de billets de l'émission d'autres pays ou le rapatriement de billets de l'émission d'autres pays de l'Union par le Burkina.

En ce qui concerne l'augmentation en glissement annuel des AEN des AID (+426,8 milliards, soit +19,7%), elle est impulsée principalement par leurs souscriptions aux titres publics émis par les autres Etats de l'Union (+263,5 milliards, +15,6%) et les crédits octroyés aux entreprises privées des autres pays de l'Union (+227,1 milliards, soit +48,4%) dans un contexte de relance économique. Parallèlement, les engagements extérieurs des AID ont enregistré une hausse (+85,5 milliards, soit +29,8%), résultant de l'accroissement des dépôts reçus des agents économiques non-résidents (+63,5 milliards, soit +33,2%) et de celui des crédits reçus des institutions financières non-résidentes (+23,2 milliards, soit +25,5%).

Pour mémoire, les AEN de l'Union se sont établis à 4.458,0 milliards à fin décembre 2022, en diminution de 3.288,7 milliards (-42,5%) sur un an, après une progression en glissement annuel de 8,5% à fin décembre 2021.

1.4.1.2. Créances intérieures

Les créances intérieures se sont établies à 4 396,1 milliards de FCFA à fin décembre 2022 contre 3 487,4 milliards de FCFA à fin 2021, enregistrant une progression de 908,7 milliards (+26,1%) résultant de la hausse des créances sur l'économie (+700,2 milliards soit +19,7%) et des Créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale (+208,7 milliards soit +313,6%).

Les créances du système bancaire sur l'économie se sont élevées à 4 254,1 milliards de FCFA à fin 2022, en hausse de 700,2 milliards de FCFA (+19,7%) par rapport à leur niveau à fin 2021. Cette progression est expliquée principalement par l'accroissement des crédits bancaires (+560,9 milliards de FCFA) et des titres autres qu'actions (+133,2 milliards de FCFA). L'accroissement des crédits bancaires a été tiré par ceux accordés aux sociétés non-financières privées (+209,3 milliards, soit +12,2%), aux ménages et ISBLSM (+253,3 milliards, soit +17,0%), aux sociétés non-financières publiques (+85,4 milliards, +29,5%) et au secteur financier non-bancaire (+12,9 milliards, +35,3%).

En rappel, à fin décembre 2021, les créances sur l'économie avaient enregistré un accroissement de 365,4 milliards (+11,5%) en glissement annuel, après une hausse de 272,3 milliards (+9,3%) entre fin décembre 2019 et fin décembre 2020.

***Pour mémoire**, les crédits à l'économie de l'Union se sont établis à 31.380,0 milliards à fin décembre 2022, en hausse de 3.950,8 milliards (+14,4%) sur un an, après une progression annuelle de 11,3% à fin décembre 2021.*

S'agissant des nouvelles mises en place de crédits, le montant cumulé à fin décembre 2022 s'est chiffré à 2 449,3 milliards de FCFA, enregistrant une progression de 84,9 milliards de FCFA (+3,6%) sur un an.

Pour ce qui concerne les crédits recensés à la Centrale des Risques, ils ont atteint un montant de 3 321,6 milliards de FCFA à fin décembre 2022, correspondant à une hausse de 14,6% par rapport fin décembre 2021.

Par rapport à fin décembre 2021, la structure des crédits à l'économie a connu un changement. En effet, le secteur « Industries extractives » occupe la sixième place au détriment du secteur « transports, entrepôts et communications » qui occupe la dernière place. Le secteur « Agriculture, sylviculture et pêche » qui occupait la dernière place, est passé au septième rang. Ainsi, la répartition sectorielle de l'encours des crédits recensés à la centrale des risques à fin décembre 2022, par ordre d'importance, est ci-après.

Tableau 6 : Répartition sectorielle des encours de crédits à l'économie à fin décembre 2022

Ordre	Secteurs d'activité	Part (en %) à fin décembre 2021	Part (en %) à fin décembre 2022
1	Services fournis à la collectivité	24,4	29,1
2	Commerce	20,1	27,8
3	Bâtiments et travaux publics	15,0	12,5
4	Industrie manufacturière	11,5	11,3
5	Assurances et affaires immobilières	9,9	6,5
6	Industries extractives	5,3	6,4
7	Agriculture, sylviculture et pêche	2,1	2,4
8	Electricité, gaz et eau	3,2	2,1
9	Transports, entrepôts et communications	8,6	1,8

Source : BCEAO, mars 2023

Les créances nettes du système bancaire sur l'Administration Centrale, en s'établissant à +142,1 milliards, ont enregistré une progression de 208,6 milliards, attribuable aux créances nettes de la BCEAO (+156,0 milliards, soit +163,5%) et des banques (+52,6 milliards, soit +182,0%).

En ce qui concerne la progression en variation annuelle des créances nettes de la BCEAO sur l'Administration Centrale, elle s'explique par un dégonflement des dépôts de l'Etat (-169,9 milliards), atténué par la baisse de ses créances sur l'Etat, notamment la contrepartie des concours du FMI à l'Etat (-13,9 milliards).

La hausse en variation annuelle des créances nettes des AID sur l'Administration Centrale est imputable à celle des crédits directs octroyés à l'Etat (+163,9 milliards), contrebalançant la progression des dépôts de l'Etat dans les banques (+91,1 milliards) et le repli de l'encours de titres publics détenus (-18,7 milliards).

L'encours des titres du Trésor public burkinabè émis par adjudication et détenus par les banques de la place s'est établi à 494,6 milliards à fin décembre 2022 contre 450,3 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 44,3 milliards (+9,8%) en glissement annuel.

1.4.1.3. Marché monétaire

En lien avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 5 716,9 milliards de FCFA à fin décembre 2022, enregistrant un afflux de 131,8 milliards (+2,4%), en deçà du taux de progression de la masse monétaire de l'Union (+11,3%). Cet accroissement est observé au niveau des dépôts transférables (+30,3 milliards, soit +1,1%), des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+106,3 milliards, soit +5,4%) et atténué par la baisse de la circulation fiduciaire (-4,8 milliards, soit -0,6%).

En rappel, la masse monétaire avait connu une progression de 16,3% à fin décembre 2021 par rapport à son niveau de fin décembre 2020.

***Pour mémoire**, la masse monétaire de l'Union est ressortie à 46 161,8 milliards à fin décembre 2022, en hausse de 4 703,0 milliards (+11,3%) sur un an, après +16,3% à fin décembre 2021.*

1.4.2. Interventions de la BCEAO et taux d'intérêt

Les engagements des établissements de crédit du Burkina Faso vis-à-vis de l'Institut d'émission sont ressortis à 1 813,6 milliards au 31 décembre 2022, soit une hausse annuelle de 722,8 milliards (+66,3%).

Les concours octroyés en fin de période au titre des injections de liquidité se répartissaient entre les offres à une semaine qui ont atteint 1 063,5 milliards (+395,7 milliards) et celles à un mois, de 408,5 milliards (+149,0 milliards).

Sur les guichets spéciaux, l'encours de refinancement a atteint 328,9 milliards à fin décembre 2022 sur le **guichet spécial de relance** et 12,6 milliards sur le **guichet de soutien et de résilience**.

En support de ces refinancements, les titres publics détenus par les établissements de crédit et inscrits en pool dans les livres de la Banque Centrale ressortaient à 2 258,5 milliards à fin décembre 2022 contre 1 546,0 milliards un an auparavant. Quant aux effets privés, leur montant global est passé de 1,2 milliard à fin décembre 2021 à 15,4 milliards en 2022. La mobilisation des effets privés demeure faible, malgré un potentiel de créances éligibles de 180,4 milliards.

S'agissant des **conditions de banque issues de l'enquête de la BCEAO**, le taux moyen appliqué aux crédits s'est établi à 7,5335% en 2022 contre 7,5277% en 2021, soit une hausse de 1,0 point de base sur un an. En ce qui concerne la rémunération des dépôts, le taux moyen s'est fixé à 5,7256 en 2022 contre 5,7321 en 2021, soit un repli de 1,0 point de base.

2. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au regard des critères de convergence adoptés selon l'Acte additionnel A/AS.1/6/21 portant pacte de convergence et de stabilité macroéconomique entre les Etats membres de la CEDEAO du 19 juin 2021, l'état de la convergence du Burkina Faso au titre de l'année 2022 se présente comme suit :

2.1. Critères de premier rang

- **Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au PIB nominal** : est ressorti à 8,6% en 2022, en dégradation de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2021, non conforme à la norme communautaire de 3% maximum du PIB nominal et à l'objectif de 4,7% de déficit budgétaire retenu dans le Programme Pluriannuel de convergence (PPC) 2022-2026 ;
- **Taux d'inflation en moyenne annuelle** (norme inférieure ou égale à 5%) s'est établi à 14,1% en 2022, en hausse de 10,2 points de pourcentage par rapport à 2021, dépassant ainsi le plafond fixé par la norme communautaire. Par ailleurs, l'objectif fixé par le PPC 2022-2026 (2,1%) n'a pas été atteint ;
- **Réserves extérieures brutes en mois d'importation** : le niveau réalisé des réserves en 2022 a été de 4,4 mois d'importation contre 6,0 mois en 2021, en phase avec la norme communautaire de 3 mois minimum ;
- **Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale** : le Burkina Faso n'a pas eu recours à un financement du déficit budgétaire par la Banque centrale.

2.2. Critères de second rang

- **Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal** (norme inférieure ou égale à 70%) : il s'est situé à 53,9% en 2022 contre 53,3% en 2021 en conformité avec la norme de la CEDEAO, et restant en phase avec l'objectif de 54,2% fixé dans le PPC 2022-2026.
- **Variation du change nominal (+/-10%)** : la variation du taux de change moyen du FCFA par rapport à l'Unité de compte de l'Afrique de l'Ouest (UCAO) s'est établie à -5,3% (CEDEAO) en 2022 après 1,4 en 2021, se situant ainsi dans la bande de $\pm 10\%$ de fluctuation.

En somme, au titre de l'année 2022, le Burkina Faso a respecté quatre (04) critères de convergence, dont trois (02) critères de premier rang, sur l'ensemble des six (06) critères contenus dans le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique de la CEDEAO.

Tableau 7 : Etat de la convergence macroéconomique au titre de l'année 2022

	Normes CEDEAO	Réa. 2021	Objectif 2022⁸	Réa. 2022	Observatio n
Critères de premier rang					
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au produit intérieur brut (PIB) (en %)	≤ 3%	-6,3	-4,7	-8,6	Non Respecté
Taux d'inflation annuel moyen (en %)	≤ 5%	3,9	2,1	14,1	Non Respecté
Réserves extérieures brutes en mois d'importations	≥ 3 mois	6,0	-	4,4	Respecté
Financement par la Banque Centrale du déficit budgétaire par rapport aux recettes fiscales (RF) de l'exercice précédent	≤ 10% des RF de l'année n-1	0,0	0,0	0,0	Respecté
Critères de second rang					
Ratio dette / PIB (en %)	≤ 70%	53,3	54,2	53,9	Respecté
Variation du taux de change nominal en %	Stable +/- 10%	+1,4	-	-5,3	Respecté

Source : CNPE, mars 2023

3. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Au cours de l'année 2022, le Burkina Faso a poursuivi la mise en œuvre des mesures et actions en vue de promouvoir la libre circulation et l'amélioration du climat des affaires.

3.1. Etat de ratification des protocoles et conventions de la CEDEAO

Dans le processus de la mise en œuvre de la politique d'intégration régionale, le Burkina Faso a signé tous les protocoles et conventions de la CEDEAO y relatifs. Toutefois, sur cinquante-quatre (54) textes, un (01) seul n'a pas encore été ratifié au regard de sa complexité. Il s'agit du protocole A/P.1/01/06 relatif à la création de l'Office de renseignements et d'investigation en matière criminelle.

3.1.1. Activités de promotion de la libre circulation

Au cours de l'année 2022, le Burkina Faso a poursuivi sa politique de mise en œuvre des règles communautaires en matière de libre circulation des personnes et des biens. Cette politique vise à contribuer fortement à la construction d'une sous-région véritablement intégrée.

Ainsi, dans ce cadre, le Burkina Faso a organisé des ateliers d'information et de sensibilisation sur les protocoles de la CEDEAO en matière de libre circulation des personnes et des biens au profit des agents chargés du contrôle et de la sécurité ainsi que des élèves et étudiants.

Il s'agit des activités suivantes :

- des ateliers d'information et de sensibilisation sur la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO au profit des élèves stagiaires de l'Ecole nationale de police,

⁸ Programme Pluriannuel de convergence 2022-2026

- de l'Académie de police et ainsi que des stagiaires du Centre national de qualification des sous-officiers de gendarmerie ;
- de l'atelier d'information et de sensibilisation sur le schéma de libéralisation des échanges (SLE) ;
- de l'atelier sur l'intégration sous-régionale ;
- de l'atelier d'information et de sensibilisation sur les droits et devoirs des communautés étrangères vivant au Burkina
- du forum de l'intégration.

3.1.2. Amélioration du climat des affaires

En ce qui concerne l'amélioration du climat des affaires, des réformes majeures ont été mises en œuvre au Burkina Faso en 2022. Ce sont :

- la mise en place d'un dispositif sécuritaire spécifique aux grands axes de commerce avec plus de 127 000 patrouilles de sécurisation effectuées par les services de la police et de la gendarmerie ;
- la conduite d'un plaidoyer auprès des Banques et Etablissements financiers en vue de la reconnaissance et l'acceptation des statuts sous seing privé ;
- la tenue de l'atelier de validation de l'avant-projet du Projet de Code de procédure civile ;
- la prise d'une note de service n°2022-360/MEFP/SG/DGD/DRFC du 27 avril 2022 permettant désormais aux Commissaires en Douane Agréé (CDA) d'éditer directement les bons à enlever à partir de leur bureau pour les déclarations d'exportation sélectionnées au circuit vert pour les marchandises non soumises à Autorisation Spéciale d'Exporter (ASE) ;
- la réduction de la durée moyenne d'interruption du système (SAIDI) et de l'indice de la fréquence moyenne d'interruption du système (SAIFI) de la distribution d'électricité qui se situent respectivement à 77 heures et 82 au 31 décembre 2022.

3.1.3. Mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la vie chère

Dans le cadre de la maîtrise des prix de certains produits pour contrer la vie chère, le gouvernement n'a pas pris de nouvelles mesures. Toutefois, les mesures prises antérieurement ont été pérennisées. Il s'agit de :

- le plafonnement du prix de certains produits de grande consommation à travers le cadre des consultations tripartite ;
- la reconduction de la mesure portant interdiction d'exporter les céréales brutes et transformées.
- la surveillance du marché pour lutter contre les pratiques portant atteinte au libre jeu de la concurrence et aux droits des consommateurs et l'intensification du contrôle des produits de grande consommation ;
- la vente de céréales à des prix subventionnés dans les boutiques SONAGESS ;
- le rabatement de la valeur en douanes à l'importation de certains produits de grande consommation (riz, huile, sucre, blé) d'une valeur d'environ quinze (15) milliards de Francs CFA ;

- la subvention accordée aux entreprises boulangères pour favoriser la production du pain à des prix accessibles aux consommateurs (150FCFA la baguette de pain) à travers la prise en charge directe des factures d'eau et d'électricité ;
- l'obligation de déclaration de tout lieu de stockage de produits destinés à la vente et l'intensification du contrôle spécial de magasin de stockage ;

3.1.4. Etat d'avancement de la mise en œuvre du TEC

Pour ce qui concerne la mise en œuvre de la Taxe Préférentielle Communautaire (TPC) de l'UEMOA ainsi que du Schéma de Libéralisation des Echanges (SLE) de la CEDEAO, les résultats suivants ont été atteints en 2022 :

- quatre (04) agréments à la TPC/UEMOA ont été accordés à quatre (04) entreprises industrielles de la place (Laboratoire Cosmétique ODISS, CIM CARRIERE, HUILERIE MAMY et HUILERIE SOMKETA) ;
- quatre (04) agréments au SLE/CEDEAO ont été accordés à quatre (04) entreprises industrielles de la place (INTERNATIONAL OIL AND FATS SARL, TWELLIUM INDUSTRIE, CIM CARRIERE et AFRIDIA INDUSTRIES).

3.2. Perspectives

En perspective, le Burkina Faso, conformément à ses engagements communautaires, poursuivra en 2023, la mise en œuvre des mesures communautaires. Aussi, le pays s'est engagé lors de la 85^{ème} session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO, tenu les 20 et 21 janvier 2021, à adhérer au Protocole harmonisé de la CEDEAO relatif à la circulation transfrontalière des personnes et des biens fixant le coût du "test PCR COVID-19 pour les déplacements dans la région" à 50 dollars US.

Au cours de la période 2021-2025, le Burkina Faso entend continuer les actions de matérialisation de l'intégration régionale notamment à travers la mise en œuvre de la nouvelle vision 2050 de la CEDEAO et la stratégie régionale de développement du capital humain.

Au titre des réformes phares en cours, il peut être relevé :

- l'adoption du projet de décret portant élargissement des compétences et réorganisation des Centres de Formalités des Entreprises (CEFORE) pour prendre en compte le statut de l'entrepreneur, l'informatisation du Registre de Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM) et le Registre des Sociétés Civiles, des Professions et des Métiers (RSCPM) ;
- l'opérationnalisation du mécanisme autonome de gestion des plaintes du foncier ;
- la remontée des données des grands facturiers dans la base de données du BIC ;
- la dématérialisation du système d'enregistrement du foncier (gestion foncière et cadastre) ;
- la mise en place d'un mécanisme pour accélérer le remboursement des crédits de TVA ;
- la dématérialisation du paiement des cotisations de sécurité sociale ;
- la restructuration du site web de la SONABEL en vue de rendre possible la demande de branchement au réseau électrique en ligne ;
- la relecture du code de procédure civile ;
- la dématérialisation du processus de passation des marchés publics.

4. REFORMES, MESURES ET ACTIONS ET PERSPECTIVES ECONOMIQUES

4.1. Réformes, mesures et actions

Les mesures et actions ayant impacté les performances de la DGI en 2022 visaient aussi bien l'optimisation du rendement de l'impôt que la promotion des téléprocédures.

4.1.1. Mobilisation des ressources budgétaires

Au titre de l'**Administration fiscale**, la mobilisation des ressources financières par la DGI au profit du budget de l'Etat en 2022 (109,97%) a nécessité la mise en œuvre de réformes, mesures et actions. Cela a permis à la DGI d'atteindre un niveau très satisfaisant de recouvrement des recettes fiscales, malgré le contexte sécuritaire difficile. Il s'agit principalement de :

- L'opérationnalisation des services de la DME-C IV ;
- le développement et mise en production du module de gestion automatisée de la CME (eCME) ainsi que du module eEnregistrement ;
- la généralisation de l'utilisation de la plateforme eSINTAX à tous les segments de contribuables depuis février 2022
- la mise en place du cadastre fiscal à travers l'adoption de la méthode d'évaluation cadastrale par la LFI 2022 ;
- le développement et mise en exploitation du système d'inventaire et d'évaluation des biens imposables (SIEBI) ;
- le relèvement du taux d'adhésion à la facture normalisée à 80,93% au niveau des contribuables RNI ;
- la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales (opérationnalisation de l'infocentre, réformes des législations sur les prix de transfert, réforme de l'IFU, facture normalisée...) ;
- l'amélioration des relations avec les contribuables (campagnes de communication et de sensibilisation...) ;
- les campagnes d'opérations de recouvrement forcé ;

Au titre de l'Administration douanière, il s'est agi de la consolidation des acquis en matière de fiscalité de porte que sont :

- L'opérationnalisation de l'interconnexion avec la Cote d'Ivoire pour le transit ferroviaire ;
- la géolocalisation de tous les véhicules transportant des marchandises en transit surtout avec un suivi particulier de celles présentant des risques élevés (marchandises diverses, forte valeur, carburant,...);
- la poursuite de l'utilisation de scanners dans les principaux bureaux de dédouanement à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;
- le renforcement de la lutte contre la fraude sous toutes ses formes ;
- l'opérationnalisation du système de traitement et de suivi automatique des exonérations à travers SYDONIA World.

Au titre des **recettes de services**, le Système de gestion automatisé des recettes de service (SYGARS) a été déployé et mis en exploitation effective au niveau des régies de recettes du MEFP.

4.1.2. Programmation budgétaire et gestion des dépenses

L'état de mise en œuvre de la réforme budgétaire est décliné en distinguant les innovations en matière d'élaboration, d'exécution et de suivi et celles relatives aux opérateurs ainsi que le contrôle budgétaire.

❖ Innovations relatives à l'élaboration du budget

L'on peut dire que l'ensemble des dites innovations sont effectives depuis 2016, à l'exception des plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'Etat dont le guide vient d'être mis à la disposition des Etats en 2020. En effet, les lois de finances sont élaborées, votées et exécutées en mode programme, accompagnées des annexes obligatoires. Pour marquer la pluri-annualité dans la gestion des finances publiques, le DPBEP et les DPPD sont élaborés pour trois (03) ans. Toutefois, le réalisme de la programmation des deux (02) dernières années reste un défi, surtout pour les DPPD.

Les dépenses d'investissements sont autorisées et exécutées en AE/CP. Mais, l'appropriation de la budgétisation et de l'exécution des AE et CP demeure faible.

Dans le cadre de la déconcentration de la fonction d'ordonnateur, tous les Ministres et Présidents d'Institutions sont ordonnateurs principaux de leurs crédits, avec un déploiement effectif des unités de vérification (UV).

Aussi, ces ordonnateurs principaux sont-ils effectivement autorisés à faire les réaménagements de crédits selon les règles de la fongibilité asymétrique des crédits (sauf dépenses de personnel). Cependant, les RUOP, les RBOP et les RP ne sont pas encore habilités à faire des engagements et le mandatement est assuré par des services ordonnancement rattachés au MEFP.

❖ Innovations relatives à l'exécution et au suivi

Depuis, le 1er janvier 2017, l'exécution du budget par programme est effective et se fait en conformité avec les dispositions de la loi organique. Cette exécution fait l'objet de rapports trimestriels à l'intention de l'AN, via le Conseil des ministres.

L'élaboration du Projet annuel de performance (PAP) et du Rapport annuel de performance (RAP) est effective depuis 2018. En effet, les premiers PAP et RAP des programmes budgétaires ont été élaborés en début 2018 pour le compte de l'exercice 2017. A ce jour, les RAP 2020 ont été élaborés et ont servis à l'élaboration de la loi de règlement.

S'agissant de l'accompagnement des acteurs, un guide d'exécution du budget programme, volet dépenses publiques a été élaboré et mis à la disposition des acteurs. De même, un guide de mouvement de crédit a été élaboré et mis à la disposition des acteurs. Aussi, les outils relatifs à l'exécution du budget ont été tous adaptés aux exigences du budget programme en vue de leur utilisation.

En ce qui concerne la déconcentration de la fonction d'ordonnateur du budget de l'Etat, chaque Ministre et Président d'institution est ordonnateur principal de ses crédits depuis le 1er janvier 2017. Chaque ordonnateur principal exerce sa fonction d'ordonnateur à travers la cellule ordonnancement de l'unité de vérification créée au sein de son département/institution. En effet, chaque ministère et

institution dispose d'une unité de vérification créée en son sein et animée par des acteurs du MEFP pour une période transitoire. Les DRB ont également reçus des délégations des ministres pour le mandatement des dépenses au niveau déconcentré.

Enfin, pour la mise en œuvre de la comptabilité budgétaire des ordonnateurs du budget de l'Etat, on note que l'élaboration des projets de textes et outils relatifs à sa tenue a été entamée depuis 2018.

En 2019, l'implémentation des outils de tenue de la comptabilité de l'ordonnateur dans les applications informatiques de gestion des finances publiques a été réalisée. En 2020, le déploiement desdites applications a été fait ainsi que le renforcement des capacités des acteurs sur ladite comptabilité.

❖ **Prise en compte des opérateurs et des CT dans le budget programme**

En 2019, un document d'orientation sur la mise en œuvre du budget programme au niveau des opérateurs a été élaboré et validé par un atelier national regroupant des représentants des opérateurs. Ce document propose des orientations relatives au nombre de programmes budgétaires, d'actions et d'activités par type d'opérateurs.

En 2020, une dizaine d'opérateurs a bénéficié d'un accompagnement pour l'élaboration du budget programme. Cette expérience pilote permet de tirer des enseignements en vue de l'élaboration d'un guide de préparation, d'exécution et de suivi-évaluation du budget programme.

En 2021, un projet de guide de préparation, d'exécution et de suivi-évaluation du budget programme a été élaboré.

❖ **Innovations en matière de contrôle budgétaire**

En matière de contrôle budgétaire, le cadre juridique du contrôle financier a été revu et renforcé. A ce titre, il peut être noté l'adoption du décret portant modalité du contrôle des opérations budgétaires de l'Etat (MCOFE) et ses arrêtés d'application en 2017.

La mise en place d'un réseau de contrôleurs financiers a débuté depuis les années 2000 au Burkina Faso. Elle s'est poursuivie progressivement et à ce jour, tous les ministères et institutions disposent de contrôleurs financiers résidents. Il en est de même le niveau déconcentré. Le déploiement se poursuit au niveau des communes en tenant compte de la charge de travail.

S'agissant de la mise en place du contrôle modulé (contrôle modulé de premier et deuxième niveaux), on note que le contrôle modulé du premier niveau est effectif avec la prise des textes y relatifs notamment :

- l'arrêté 2021-119/MINEFID/SG/DGCMEF du 04/03/2021, portant dérogation de base au contrôle a priori des dépenses publiques et modalité de mise en œuvre ;
- l'arrêté 2021-001/MINEFID/SG/DGCMEF du 15/01/2021, portant dérogation au contrôle a priori des actes administratifs et modalité de mise en œuvre.

Les modulations de deuxième niveau, les projets de textes sont élaborés. Cependant, la mise en œuvre dudit niveau est conditionnée par l'effectivité du dispositif de contrôle interne dans toutes les

structures de l'Etat. Les services techniques de MEFP sont à pied d'œuvre pour lever la contrainte qui permettra la mise en œuvre du second niveau de modulation.

La mise en place du contrôle a posteriori des opérations budgétaires de l'Etat et les autres organismes publics en compensation de l'exemption du contrôle a priori de certaines procédures de passation des marchés publics par la DGCMEF est effective suivant les dispositions du décret N°2017-182/PRES/PM/MINEFID du 10 avril 2017.

Quant à la mise en place d'un plan d'engagement global des dépenses, on note que le référentiel et le guide d'élaboration sont disponibles. Toutefois, l'élaboration du plan d'engagement global pour 2022 est conditionnée par le paramétrage dans le système informatique.

4.2. Perspectives économiques pour la période 2023-2025

L'activité économique en 2023 se déroule dans un contexte international marqué par la crise russo-ukrainienne, les tensions géostratégiques, les disfonctionnements dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières et la persistance des effets de la COVID-19. Sur le plan national, elle est marquée par la situation sécuritaire difficile, le contexte socio-politique transitoire, la dynamique de reconquête du territoire et la perspective d'une campagne agro-pastorale favorable.

Dans ce contexte, sous les hypothèses d'une accalmie des tensions géopolitiques, d'une amélioration de la situation sécuritaire, et d'une pluviosité favorable, l'activité économique en 2023 devrait connaître une accélération de son rythme de croissance par rapport à 2022 en ressortant à 5,8% portée par l'ensemble des secteurs [tertiaire (+7,3%), secondaire (+5,4%) et primaire (+4,4%)].

Pour la période 2024-2025, l'économie devrait poursuivre sa bonne orientation dans un contexte d'une accalmie des tensions géostratégiques et d'une situation sécuritaire nationale normalisée. Dans un tel environnement, l'activité économique enregistrerait des croissances de 4,6 et 5,2% respectivement en 2024 et 2025. Cette croissance serait portée principalement par le secteur secondaire en 2024 et par le secteur tertiaire en 2025.

Du côté des ressources du PIB, la valeur ajoutée du **secteur primaire** ressortirait en hausse de 4,4% en 2023 après 8,7% en 2022. Cette évolution serait due principalement à la reprise des activités dans les branches « agriculture de rente » (+11,6%), « agriculture vivrière » (+4,3%) et « élevage et activités annexes à l'élevage » (+0,9%). Pour les années 2024 et 2025, le secteur primaire augmenterait de 4,3% en 2024 et 3,7% en 2025 sous l'impulsion du sous-secteur de l'agriculture.

S'agissant du **secteur secondaire**, sa valeur ajoutée ressortirait à 5,4% en 2023 après une baisse de 6,1% en 2022. Cette évolution serait principalement impulsée par les branches « activités extractives » (+7,4%), « activités manufacturières » (+5,5%) et « construction » (+0,8%). Pour les années 2024 et 2025, la croissance du secteur serait respectivement de 5,3% et 4,9%

Quant au **secteur tertiaire**, sa valeur ajoutée ressortirait en hausse de 7,3% en 2023 après une croissance de 6,6% en 2022. Cette performance serait imputable principalement aux activités des branches « activités professionnelles, scientifiques, techniques, services de soutien et de bureau »

(+17,6%), « Activités immobilières » (+9,2%), « hôtellerie et restauration » (+9,1%) et « commerce et réparation » (+5,4%). Pour les années 2024 et 2025, le secteur tertiaire afficherait des croissances respectives 4,2% et 5,9%.

Sous les hypothèses d'une bonne campagne agricole 2023/2024 et de l'intensification des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère, **l'inflation en moyenne annuelle** ralentirait à 5,5% en 2023. Elle devrait se situer à moins de 2,5% sur la période 2024-2025.

Toutefois, les perspectives de croissance étant faites sur la base d'hypothèses, l'atteinte des principaux résultats pourrait être compromise par des incertitudes pesant sur les activités économiques tant au niveau mondial que national. A cet effet, un certain nombre de risque macroéconomiques peuvent être identifiés tant au plan externe qu'internes. Il s'agit de :

- Risques liés au taux de change
- Risques liés à la chute des cours des matières premières exportées
- Risques liés à la flambée des cours des produits importés
- Risques liés aux pandémies
- Risques liés à l'incertitude des financements extérieurs
- Risques liés à la persistance de la crise sécuritaire
- Risques liés à la pluviométrie, aux épizooties et aux ravageurs

CONCLUSION

L'activité économique au Burkina Faso en 2022 s'est inscrite en décélération de son rythme de croissance après la reprise enregistrée en 2021, cela dans un contexte de persistance de la crise sécuritaire et des tensions géopolitiques au niveau mondial. En effet, le taux de croissance du PIB réel est revenu à 3,0% en 2022 après 6,5% une année plus tôt. Concernant les pressions inflationnistes, elles sont restées importantes en 2022. En effet, l'inflation annuelle moyenne est ressortie à 14,1% à fin décembre 2022 après 3,9% à fin décembre 2021.

Au niveau des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2022, s'est traduite par un excédent du solde net de gestion de 130,3 milliards de FCFA, mais en dégradation de 116,7 milliards de FCFA sur un an. Par ailleurs, le solde budgétaire a connu un déficit plus important en 2022, ressortant à 1 078,6 milliards de FCFA en 2022, en détérioration de 367,8 milliards de FCFA. En pourcentage du PIB ce déficit a atteint 8,6% en 2022 en hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2021. S'agissant de l'encours provisoire de la dette publique, il ressorti à 6 737,2 milliards de FCFA, en augmentation de 12,3%, représentant 53,9% du PIB contre 53,3% en 2021.

Les transactions avec le reste du monde se solderaient par un déficit de 664,7 milliards en 2022, après un excédent de 648,7 milliards en 2021, représentant -5,3% du PIB en 2022 contre +5,8% en 2021. Cela est la résultante d'une balance des transactions courantes qui devrait se détériorer du fait de la dégradation de la balance des biens et services et de celle du revenu secondaire, tandis que le compte de capital quant à lui connaîtrait une amélioration de son solde excédentaire et des sorties de capitaux au titre du compte financier.

S'agissant du profil des indicateurs de convergence macroéconomique, ils ont connu une dégradation au regard du contexte international et national difficile. En effet le déficit budgétaire s'est davantage creusé et l'inflation s'est accéléré. Cependant, tous les autres critères de second rang (taux d'endettement, variation du taux de change) ont été respectés.

ANNEXES

1. Equilibre ressources-emplois en francs courants aux prix du marché

DES_NAEM	INTITULE	2018	2019	2020	2021	2022
SP	SECTEUR PRIMAIRE	2 057,9	1 890,1	2 235,1	2 307,4	3 124,5
SPd1	Dont SECTEUR PRIMAIRE INFORMEL	1 584,1	1 454,9	1 720,5	1 776,2	2 405,1
A	Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et	2 057,9	1 890,1	2 235,1	2 307,4	3 124,5
A.00.1	Dont Agriculture, élevage, sylviculture,	1 584,1	1 454,9	1 720,5	1 776,2	2 405,1
A.01.1/A01.2/A	Agriculture	1 619,0	1 410,4	1 773,9	1 870,5	2 678,4
A.01.1p/A01.2	Agriculture hors égrenage de	1 543,3	1 344,9	1 693,7	1 782,4	2 608,1
Ad1	dont Cultures vivrières	1 004,3	875,4	1 103,1	1 159,7	1 716,4
Ad2	dont Cultures de rente	539,0	469,6	590,6	622,8	891,7
A.01.15	Egrenage de coton	75,7	65,4	80,2	88,1	70,3
A.01.4	Elevage	271,8	307,9	289,6	257,6	267,9
A.01.7	Chasse et activités de service	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7
A.02	Sylviculture et exploitation	136,1	140,0	139,7	146,0	145,2
A.03	Pêche et aquaculture	29,4	30,3	30,2	31,6	31,4
SS	SECTEUR SECONDAIRE	2 186,8	2 396,6	2 930,2	3 100,5	2 941,7
SSd1	Dont SECTEUR SECONDAIRE INFORMEL	1 007,2	1 103,9	1 349,7	1 428,1	1 355,0
B	Activités extractives	973,1	1 053,2	1 484,7	1 557,2	1 512,4
B.d1	Dont Activités extractives informel	210,2	227,5	320,7	336,3	326,7
B.06.0	dont Extraction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B.07.1	dont Extraction de minerais de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B.07.21	dont Extraction de minerais	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B.08.24p	dont Activités de soutien aux	832,0	962,4	1 405,7	1 442,8	1 430,5
B.09.0	industries extractives	64,7	33,6	43,9	53,3	51,1
C	Activités de fabrication	870,0	947,5	905,5	942,3	891,1
Cd1	Dont Activités de fabrication	707,9	771,0	736,7	766,7	725,0
C.10/C.11/C.1	dont Fabrication de produits	569,3	633,2	597,7	595,2	536,3
C.13/C.14/C.1	dont Fabrication de textiles,	106,5	109,0	98,8	109,9	117,7
C.19	dont Fabrication de produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.20/C.21/C.2	dont Autres industries, services	35,3	44,8	44,4	52,0	53,0
C.16-C.18;C.2	de réparation et d'installation	158,9	160,5	164,6	185,2	184,2
D+E	Production et distribution d'électricité, d'eau, de gaz; Assainissement et gestion	66,7	84,5	170,2	191,6	160,2
D+Ed1	Dont Energie et assainissement informel	18,2	23,1	46,5	52,3	43,8
D.35	dont Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et	48,6	61,6	124,1	139,6	116,8
E.36	dont Production et distribution d'eau	18,1	22,9	46,2	52,0	43,5
E.37-E.39	dont Réseaux d'assainissement, gestion des					
F	Construction	276,9	311,4	369,8	409,5	378,1
Fd1	Dont Construction informelle	70,9	79,7	94,6	104,8	96,8
ST	SECTEUR TERTIAIRE	3 786,0	4 172,0	4 186,4	4 778,2	5 254,8
STd1	Dont SECTEUR TERTIAIRE					
ST1	SECTEUR TERTIAIRE MARCHAND	1 906,0	2 038,8	2 023,8	2 324,0	2 581,6
ST2	SECTEUR TERTIAIRE NON	1 880,0	2 133,1	2 162,6	2 454,2	2 673,2
ST21	dont Administrations publiques	1 264,9	1 498,2	1 534,4	1 750,6	1 906,1
ST22	dont Institutions sans but lucratif au se	168,4	185,3	181,0	203,7	209,2
ST23	dont Autres services non marchands	446,7	449,6	447,2	499,9	557,9
G+H+I	Commerce, transport et entreposage, Hébergement et	1 094,2	1 139,1	1 124,1	1 320,9	1 563,5
(G+H+I)d1	Dont Activités informelles de	741,7	765,2	736,9	891,7	1 058,2
G	Commerce, transport et entreposage,					
G.pm.1	Dont Commerce informel	535,7	550,9	572,7	706,1	865,3
G45	dont commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles					
G46	dont commerce de gros, hors auto, motos et accessoires					
G47	dont commerce de détail, hors auto, motos et accessoires					

H	Transport et entreposage	121,8	139,4	147,1	122,0	126,0
H.p.m.1	Dont Transport et entreposage informel	23,3	26,6	28,1	23,3	24,1
H.53	dont Activités postales et de courrier					
I	Hébergement et restauration	192,6	197,8	143,5	171,2	178,0
I.p.m.1	Dont : Hébergement et restauration informel	182,6	187,6	136,1	162,4	168,8
J	Information et	224,4	240,6	245,7	266,6	249,0
Jd1	Dont : Activités informelles	1,3				
K	Activités financières et d'assurances	183,2	222,7	229,3	261,4	305,9
Kd1	Dont : Activités financières et	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4
L	Activités immobilières	446,7	449,6	447,2	499,9	557,9
Ld1	Dont : Activités immobilières	97,0	97,6	97,1	108,6	121,2
Ld2	Dont : Loyers imputés	446,7	449,6	447,2	499,9	557,9
M+N	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	107,9	116,0	112,8	126,0	121,3
M+Nd1	Dont : Activités professionnelles, scientifiques et techniques, services de soutien informels	11,3	12,1	11,8	13,1	12,7
M	dont Activités	65,2	70,0	68,1	76,1	73,3
N	dont Services de soutien et Administrations publiques	42,7	45,9	44,7	49,9	48,0
O+P+Q	et défense; sécurité sociale obligatoire;	1 347,9	1 593,7	1 628,5	1 857,7	2 028,2
O	Administration publique et défense; sécurité sociale	869,0	1 041,8	1 090,1	1 245,3	1 337,9
P	Éducation	318,6	370,4	357,5	406,6	458,4
Pd1	Dont : Education informelle	2,4	2,8	2,7	3,1	3,4
Pd2	Dont : Education APU	280,7	326,3	315,0	358,3	403,9
Pd3	Dont : Education ISBLSM	25,0	29,1	28,1	31,9	36,0
Q	Santé et activités d'action sociale	160,3	181,5	180,9	205,7	231,9
Qd1	Dont : Santé et action sociale informelle	5,7	6,5	6,4	7,3	8,3
Qd2	Dont : Santé et action sociale APU	108,2	122,5	122,1	138,9	156,5
Qd3	Dont : Santé et action sociale ISBLSM	37,2	42,1	41,9	47,7	53,8
R+S+T+U	Autres activités de services	381,7	410,2	398,9	445,7	429,0
R	Arts, spectacles et loisirs	65,8	70,7	68,7	76,8	73,9
Rd1	Dont : Arts, spectacles et loisirs informels	12,8	13,8	13,4	15,0	14,4
Rd2	Dont : Arts, spectacles et loisirs APU	7,0	7,5	7,3	8,1	7,8
Rd3	Dont : Arts, spectacles et loisirs ISBLSM	0,8	0,9	0,9	1,0	0,9
S	Autres activités de services non classées ailleurs	204,2	219,5	213,4	238,5	229,5
Sd1	Dont : Autres services n.c.a informels	98,8	106,2	103,3	115,4	111,1
Sd2	Dont : Autres services n.c.a APU	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sd3	Dont : Autres services n.c.a ISBLSM	105,4	113,2	110,1	123,0	118,4
T	Activités spéciales des ménages	111,7	120,0	116,7	130,4	125,5
Td1	Dont : Activités spéciales des ménages informels	111,7	120,0	116,7	130,4	125,5
T01	Dont : Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel					
U	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux					
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesurée (Si non ventilé aux					
IPRO	Impôts sur les produits	889,7	910,5	958,9	1 065,4	1 185,9
IPROd1	Dont : TVA	586,7	586,7	617,9	686,6	764,2
PIB	PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	8 920,4	9 369,2	10 310,6	11 251,6	12 507,0
PIBm	PIB MARCHAND	7 040,4	7 236,1	8 148,0	8 797,4	9 833,8
PIBmd1	Dont : Valeur ajoutée informelle					
PIBnm	PIB NON MARCHAND	1 880,0	2 133,1	2 162,6	2 454,2	2 673,2
	Consommation de capital fixe (CCF)					
	Dont : CCF Public					
	IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	2 870,1	2 937,8	3 034,8	3 358,0	3 886,7
	Biens	2 488,1	2 544,5	2 661,9	2 946,6	3 462,1
	Services	382,0	393,3	372,9	411,4	424,6
	RESSOURCES TOTALES	11 790,5	12 307,0	13 345,4	14 609,6	16 393,7
	DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE	7 253,9	7 779,7	8 082,6	8 752,1	10 138,6
	Dont : Consommation finale	5 951,7	6 477,4	6 779,4	7 447,8	8 833,4
	Dont : Consommation finale	1 302,2	1 302,2	1 303,2	1 304,2	1 305,2
	Dépenses de consommation finale	5 424,0	5 654,1	5 928,7	6 295,5	7 455,2
	Dépenses de consommation finale	1 515,9	1 781,9	1 808,0	2 090,8	2 313,2
	Consommation finale individualisable	213,6	479,6	504,7	786,6	1 008,0
	Consommation finale collective des ménages	1 302,2	1 302,2	1 303,2	1 304,2	1 305,2
	Dépenses de consommation finale	314,1	343,7	345,9	365,7	370,3
	Consommation finale individualisable	314,1	343,7	345,9	365,7	370,3
	Consommation finale collective des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	2 027,3	2 150,5	2 099,6	2 543,9	2 860,5
	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE par secteurs	1 769,0	1 919,2	2 019,6	2 301,0	2 685,5

FBCF privée		1 094,9	1 090,7	1 119,5	1 260,6
<i>Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Machines et équipements</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF publique		723,7	815,6	1 037,4	1 251,1
<i>Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Machines et équipements</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Systèmes d'armes</i>		0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF ISBLSM		100,5	113,3	144,1	173,8
FBCF totale par types d'actifs	1 769,0	1 919,2	2 019,6	2 301,0	2 685,5
Bâtiments et ouvrages de gé	858,4	931,3	980,0	1 116,6	1 303,2
Machines et équipements	704,5	764,4	804,4	916,4	1 069,6
Systèmes d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres FBCF	206,0	223,5	235,2	268,0	312,7
VARIATIONS DE STOCKS	256,9	229,8	78,0	240,8	172,8
ACQUISITIONS MOINS CESS	1,4	1,5	2,0	2,2	2,1
EXPORTATIONS DE BIENS E	2 509,3	2 376,9	3 163,2	3 313,6	3 394,6
Biens	2 260,6	2 155,4	2 964,6	3 101,3	3 168,0
Services	248,7	221,5	198,6	212,3	226,6
EMPLOIS TOTAUX	11 790,5	12 307,0	13 345,4	14 609,6	16 393,7
<i>vérification</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>PIB selon l'optique revenus</i>					
PIB optique revenus	8 920,4	9 369,2	10 310,6	11 251,6	12 507,0
Rémunération des salariés	1 803,8	2 039,3	2 053,9	2 292,6	2 426,5
Impôts nets des subventions	850,3	785,9	933,0	1 040,6	1 148,2
Excédent brut d'exploitation (6 266,3	6 544,0	7 323,7	7 918,4	8 932,3
<i>vérification</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Autres agrégats</i>					
PIB par tête (en francs CFA)	427 423,0	448 925,7	480 110,5	509 161,6	550 020,1
Revenus nets des facteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Rémunérations des salariés nets (reçus du - versés au RdM)</i>					
<i>Revenus de la propriétés nets (reçus du - versés au RdM)</i>					
Revenu national brut (RNB)	8 920,4	9 369,2	10 310,6	11 251,6	12 507,0
Transferts courants nets (ré	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu national disponible b	8 920,4	9 369,2	10 310,6	11 251,6	12 507,0
Epargne nationale brute	1 666,5	1 589,5	2 228,0	2 499,5	2 368,3
Solde Capacité / Besoin de fi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Population totale	20 870,2	20 870,2	21 475,5	22 098,3	22 739,1
Emploi total					
Selon le secteur d'activité					
Emploi du secteur primaire					
Emploi du secteur secondaire					
Emploi du secteur tertiaire					
<i>dont effectif total de l'administration</i>	203,1	203,1			
<i>Dont catégories A ou assimilées</i>	40,3	40,3			
<i>Dont catégories B ou assimilées</i>	74,6	74,6			
<i>Dont catégories C ou assimilées</i>	66,4	66,4			
<i>Dont catégories D ou assimilées</i>	11,7	11,7			
	10,1	10,1			
Selon le type d'emploi					
Salariés	0,0	0,0			
<i>dont Salariés avec couverture sociale</i>					
<i>dont Salariés sans couverture sociale</i>					
Non salariés	0,0	0,0			
<i>dont Employeurs</i>					
<i>dont Travailleurs pour compte propre</i>					
<i>dont Travailleurs familiaux</i>					
<i>dont Autres</i>					

2. Equilibre ressources-emplois en francs constants aux prix 2015

INTITULE	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022
SECTEUR PRIMAIRE	1 646,8	1 787,7	1 898,1	2 022,1	1 840,2	2 014,2
<i>Dont SECTEUR PRIMAIRE INFORMEL</i>	<i>1 214,4</i>	<i>1 354,3</i>				
Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche	1 646,8	1 787,7	1 898,1	2 022,1	1 840,2	2 014,2
<i>Dont Agriculture, élevage, sylviculture, chasse et pêche informel</i>	<i>1 214,4</i>	<i>1 354,3</i>	<i>1 399,8</i>	<i>1 491,2</i>	<i>1 357,0</i>	<i>1 485,4</i>
Agriculture	1 130,2	1 256,5	1 370,4	1 486,9	1 297,7	1 447,2
<i>Agriculture hors égrenage de coton</i>	<i>1 053,3</i>	<i>1 180,7</i>	<i>1 352,8</i>	<i>1 693,7</i>	<i>1 782,4</i>	<i>2 256,7</i>
<i>dont Cultures vivrières</i>	<i>717,2</i>	<i>842,9</i>	<i>964,5</i>	<i>1 207,6</i>	<i>1 270,8</i>	<i>1 608,9</i>
<i>dont Cultures de rente</i>	<i>331,8</i>	<i>339,4</i>	<i>388,3</i>	<i>486,2</i>	<i>511,6</i>	<i>647,7</i>
<i>Egrenage de coton</i>	<i>77,7</i>	<i>75,7</i>	<i>82,6</i>	<i>89,6</i>	<i>78,2</i>	<i>87,2</i>
Elevage	355,2	350,6	356,6	363,9	374,2	380,4
Chasse et activités de service connexes	1,5	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6
Sylviculture et exploitation forestière	132,2	141,4	136,0	129,7	136,5	139,9
Pêche et aquaculture	29,2	30,7	30,1	28,7	30,2	30,9
SECTEUR SECONDAIRE	1 894,9	2 075,3	1 992,6	2 119,8	2 296,8	2 237,4
<i>Dont SECTEUR SECONDAIRE INFORMEL</i>	<i>871,2</i>	<i>919,0</i>	<i>997,4</i>	<i>1 061,7</i>	<i>1 149,7</i>	<i>1 120,0</i>
Activités extractives	780,2	882,6	847,9	1 000,1	1 074,1	997,7
<i>Dont Activités extractives informel</i>	<i>173,1</i>	<i>209,4</i>	<i>188,1</i>	<i>221,9</i>	<i>238,3</i>	<i>221,3</i>
<i>dont Extraction d'hydrocarbures (pétrole brut et gaz)</i>						
<i>dont Extraction de minerais de fer</i>						
<i>dont Extraction de minerais d'uranium</i>						
<i>dont Extraction de minerais d'or</i>	<i>759,0</i>	<i>832,0</i>	<i>749,7</i>	<i>907,0</i>	<i>970,9</i>	<i>917,8</i>
<i>dont Activités de soutien aux industries extractives</i>	<i>58,1</i>	<i>64,7</i>	<i>31,0</i>	<i>41,0</i>	<i>46,0</i>	<i>47,0</i>
Activités de fabrication	798,9	856,4	812,1	779,4	857,3	880,2
<i>Dont Activités de fabrication informelles</i>	<i>624,9</i>	<i>636,8</i>	<i>635,2</i>	<i>609,6</i>	<i>670,6</i>	<i>688,5</i>
<i>dont Fabrication de produits alimentaires, boissons</i>	<i>504,1</i>	<i>555,8</i>	<i>512,6</i>	<i>504,5</i>	<i>548,4</i>	<i>559,3</i>
<i>dont Fabrication de textiles, habillements et chaussures</i>	<i>100,5</i>	<i>104,2</i>	<i>108,1</i>	<i>96,9</i>	<i>107,3</i>	<i>110,4</i>
<i>dont Raffinage pétrolier, cokéfaction</i>						
<i>dont Fabrication de produits chimiques, caoutchouc, plastiques</i>	<i>29,1</i>	<i>34,3</i>	<i>30,6</i>	<i>28,0</i>	<i>31,7</i>	<i>32,3</i>
<i>dont Autres industries, services de réparation</i>	<i>165,7</i>	<i>161,8</i>	<i>160,8</i>	<i>150,0</i>	<i>169,9</i>	<i>178,1</i>
Production et distribution d'électricité, d'eau, de gaz; Assainissement et gestion des déchets	54,6	60,4	60,7	62,7	68,8	74,6
<i>Dont Energie et assainissement informel</i>	<i>19,3</i>	<i>18,2</i>	<i>18,3</i>	<i>18,9</i>	<i>20,8</i>	<i>22,5</i>
<i>dont Production et distribution d'électricité, gaz, vapeur et climatisation</i>	<i>39,0</i>	<i>44,5</i>	<i>60,7</i>	<i>62,7</i>	<i>68,8</i>	<i>74,6</i>
<i>dont Production et distribution d'eau</i>	<i>15,6</i>	<i>15,9</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>dont Réseaux d'assainissement, gestion des déchets et activités de remise en état</i>						
Construction	249,1	262,2	251,4	237,1	255,8	252,6
<i>Dont Construction informelle</i>	<i>67,5</i>	<i>67,5</i>	<i>68,1</i>	<i>64,2</i>	<i>69,3</i>	<i>68,4</i>
SECTEUR TERTIAIRE	3 493,0	3 670,7	3 925,3	3 804,1	4 317,2	4 631,9
<i>Dont SECTEUR TERTIAIRE INFORMEL</i>			<i>1 497,0</i>	<i>1 450,8</i>	<i>1 646,5</i>	<i>1 766,5</i>
SECTEUR TERTIAIRE MARCHAND	1 758,9	1 816,9	2 282,0	2 123,9	2 362,7	2 471,9
SECTEUR TERTIAIRE NON MARCHAND	1 734,0	1 853,5	1 643,3	1 680,2	1 954,5	2 160,1
<i>dont Administrations publiques</i>	<i>1 139,3</i>	<i>1 218,0</i>	<i>1 095,0</i>	<i>1 119,5</i>	<i>1 302,3</i>	<i>1 439,3</i>
<i>dont Institutions sans but lucratif au service des ménages</i>	<i>21,9</i>	<i>7,8</i>	<i>138,0</i>	<i>141,1</i>	<i>164,2</i>	<i>181,4</i>
<i>dont Autres services non marchands</i>	<i>659,8</i>	<i>873,3</i>	<i>410,3</i>	<i>419,5</i>	<i>488,0</i>	<i>539,4</i>
Commerce, Transport et entreposage, Hébergement et restauration	1 037,8	1 048,4	1 138,4	1 097,4	1 330,3	1 422,6
<i>Dont Activités informelles de Commerce, transport et entreposage, d'hébergement et restauration</i>	<i>699,3</i>	<i>721,6</i>	<i>783,5</i>	<i>755,3</i>	<i>915,6</i>	<i>979,1</i>
Commerce	727,3	750,7	834,3	852,8	1 033,2	1 113,5
<i>Dont Commerce informel</i>	<i>483,6</i>	<i>501,6</i>	<i>554,7</i>	<i>567,0</i>	<i>687,0</i>	<i>740,4</i>
<i>dont commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocycles</i>						
<i>dont commerce de gros, hors auto, motos et accessoires</i>						
<i>dont commerce de détail, hors auto, motos et accessoires</i>						
Transport et entreposage	102,4	92,3	96,4	98,9	125,7	129,0
<i>Dont Transport et entreposage informel</i>	<i>22,2</i>	<i>27,4</i>	<i>20,9</i>	<i>21,4</i>	<i>27,2</i>	<i>27,9</i>
<i>dont Activités postales et de courrier</i>						
Hébergement et restauration	207,5	208,0	207,6	145,7	171,4	180,1
<i>Dont : Hébergement et restauration informel</i>	<i>193,9</i>	<i>192,1</i>	<i>194,1</i>	<i>136,2</i>	<i>160,2</i>	<i>168,3</i>
Information et communication	224,3	238,9	231,1	234,8	258,8	264,1
<i>Dont : Activités informelles d'information et communication</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>
Activités financières et d'assurances	148,1	148,8	209,7	196,5	208,4	221,4
<i>Dont : Activités financières et d'assurances informelles</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>
Activités immobilières	432,8	470,1	449,4	424,2	450,5	475,8
<i>Dont : Activités immobilières informelles</i>	<i>94,0</i>	<i>124,0</i>	<i>97,6</i>	<i>92,1</i>	<i>97,8</i>	<i>103,3</i>
<i>Dont : Loyers imputés</i>	<i>432,8</i>	<i>470,1</i>	<i>339,0</i>	<i>320,0</i>	<i>339,9</i>	<i>358,9</i>
Activités professionnelles, scientifiques et techniques ; services de soutien et de bureau	90,9	105,7	105,4	98,4	107,4	111,6
<i>Dont : Activités professionnelles, scientifiques et techniques, services de soutien de bureau informelles</i>	<i>9,5</i>	<i>9,0</i>	<i>8,9</i>	<i>8,3</i>	<i>9,1</i>	<i>9,5</i>
<i>dont Activités professionnelles, scientifiques et techniques</i>	<i>53,4</i>	<i>58,9</i>	<i>61,8</i>	<i>57,7</i>	<i>63,0</i>	<i>65,4</i>
<i>dont Services de soutien et de bureau</i>	<i>37,7</i>	<i>47,2</i>	<i>43,6</i>	<i>40,7</i>	<i>44,4</i>	<i>46,2</i>
Administrations publiques; sécurité sociale obligatoire; Education; Santé et action sociale	1 229,8	1 310,4	1 405,8	1 386,4	1 566,5	1 734,5
<i>Dont : Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire</i>	<i>767,8</i>	<i>783,2</i>	<i>869,9</i>	<i>865,5</i>	<i>970,4</i>	<i>1 014,1</i>
Education	322,1	394,5	358,5	344,2	394,0	491,3
<i>Dont : Education informelle</i>	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,8</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>3,8</i>
<i>Dont : Education APU</i>	<i>283,3</i>	<i>348,0</i>	<i>315,4</i>	<i>302,8</i>	<i>346,6</i>	<i>432,2</i>
<i>Dont : Education ISBLSM</i>	<i>25,1</i>	<i>32,9</i>	<i>28,0</i>	<i>26,8</i>	<i>30,7</i>	<i>38,3</i>
Santé et activités d'action sociale	139,4	134,4	177,3	176,7	202,2	229,1
<i>Dont : Santé et action sociale informelle</i>	<i>5,2</i>	<i>5,1</i>	<i>6,6</i>	<i>6,6</i>	<i>7,5</i>	<i>8,5</i>
<i>Dont : Santé et action sociale APU</i>	<i>96,4</i>	<i>104,3</i>	<i>122,6</i>	<i>122,2</i>	<i>139,8</i>	<i>158,4</i>
<i>Dont : Santé et action sociale ISBLSM</i>	<i>29,1</i>	<i>18,5</i>	<i>37,0</i>	<i>36,8</i>	<i>42,1</i>	<i>47,8</i>
Autres activités de services	329,6	347,9	381,5	356,2	388,7	403,9

Arts, spectacles et loisirs	55,5	69,0	64,3	60,0	65,5	68,0
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs informels</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs APU</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Arts, spectacles et loisirs ISBLSM</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services non classés ailleurs	173,6	176,0	200,9	187,6	204,7	212,7
<i>Dont : Autres services n.c.a informels</i>	0,0	0,0	97,7	91,2	99,6	103,5
<i>Dont : Autres services n.c.a APU</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Autres services n.c.a ISBLSM</i>	0,0	0,0	103,5	96,6	105,4	109,6
Activités spéciales des ménages	100,5	102,7	116,3	108,6	118,5	123,1
<i>Dont : Activités spéciales des ménages informels</i>	100,5	102,7	116,3	108,6	118,5	123,1
<i>Dont Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique</i>						
Activités des organisations et organismes extraterritoriaux						
Services d'intermédiation financière indirectement mesurée (Si non ventilé aux branches consommatrices)						
Impôts sur les produits	830,5	847,5	1 079,1	1 117,3	1 192,6	1 202,1
<i>Dont : TVA</i>	484,7	515,8	629,8	652,1	696,0	701,6
PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	7 871,9	8 401,8	8 880,6	9 051,2	9 641,9	9 935,0
PIB MARCHAND	6 138,2	6 538,7	7 237,3	7 371,0	7 687,3	9 585,9
<i>Dont : Valeur ajoutée informelle</i>						
PIB NON MARCHAND	1 734,0	1 853,5	1 643,3	1 680,2	1 954,5	2 160,1
Consommation de capital fixe (CCF)						
<i>Dont : CCF Public</i>						
IMPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES	2 726,3	3 176,5	3 496,2	3 670,3	3 841,7	3 798,5
Biens	2 361,0	2 592,7	3 123,9	3 332,2	3 490,0	3 466,8
Services	366,3	367,9	381,1	358,5	373,4	356,9
RESSOURCES TOTALES	10 598,2	11 578,3	12 376,8	12 721,5	13 483,6	13 733,5
DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE	6 800,6	7 041,3	7 545,5	7 562,7	7 966,3	8 557,5
<i>Dont : Consommation finale individuelle</i>	5 832,3	6 053,2	6 472,9	6 487,7	6 833,9	7 453,0
<i>Dont : Consommation finale collective</i>	966,5	986,9	1 072,6	1 075,1	1 132,4	1 235,0
Dépenses de consommation finale des ménages	5 110,2	5 237,0	5 607,3	5 673,9	5 828,2	6 324,5
Dépenses de consommation finale des APU	1 398,4	1 509,3	1 602,4	1 569,8	1 770,2	1 950,4
<i>Consommation finale individualisable des APU</i>	431,6	524,4	494,7	484,6	546,4	602,1
<i>Consommation finale collective des APU</i>	966,5	986,9	1 107,8	1 085,2	1 223,7	1 348,3
Dépenses de consommation finale des ISBLSM	290,7	291,9	330,3	317,7	353,7	394,5
<i>Consommation finale individualisable des ISBLSM</i>	290,7	291,9	330,3	317,7	353,7	394,5
<i>Consommation finale collective des ISBLSM</i>						
FORMATION BRUTE DE CAPITAL	1 758,6	1 965,2	2 420,2	2 123,1	2 389,2	2 254,1
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1 654,5	1 796,4	2 374,7	2 376,7	2 591,8	2 772,3
<i>FBCF par secteurs institutionnels</i>						
FBCF privée			1 503,2	1 454,5	1 386,4	1 432,7
<i>Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Machines et équipements</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF publique			840,9	881,3	1 076,9	1 188,3
<i>Dont : Bâtiments et ouvrages de génie civil</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Machines et équipements</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Dont : Systèmes d'armes</i>			0,0	0,0	0,0	0,0
FBCF ISBLSM			116,8	122,4	149,6	165,1
<i>FBCF totale par types d'actifs</i>	1 654,5	1 796,4	2 374,7	2 376,7	2 591,8	2 772,3
Bâtiments et ouvrages de génie civil	806,0	821,8	1 157,2	1 158,2	1 263,0	1 350,9
Machines et équipements	641,4	748,4	920,9	921,7	1 005,1	1 075,1
Systèmes d'armes			0,0	0,0	0,0	0,0
Autres FBCF	206,6	224,0	296,6	296,9	323,8	346,3
			0,0	0,0	0,0	0,0
			0,0	0,0	0,0	0,0
VARIATIONS DE STOCKS	109,2	165,3	317,2	276,7	655,1	-568,9
ACQUISITIONS MOINS CESSIONS D'OBJETS	1,2	1,3	1,3	1,6	1,7	1,5
			0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES	2 034,2	2 343,4	2 167,8	2 474,1	2 547,4	2 504,9
Biens	1 821,4	2 134,6	1 946,1	2 274,6	2 341,3	2 299,6
Services	212,2	205,6	220,2	192,5	199,0	198,9
EMPLOIS TOTAUX	10 617,7	11 640,1	12 122,3	12 721,5	13 482,8	13 705,0
PIB par tête (en francs CFA)						

3. Finances publique (Recettes, Dépenses et Financements)

CODES	INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1	RECETTES	1570,2	2397,5	1832,1	1937,6	2189,1	2505,7
11	Recettes fiscales	1253,5	2047,3	1419,2	1370,3	1705,8	2039,0
111	Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	318,0	1067,7	443,0	449,5	565,2	712,4
1111	A la charge des personnes physiques	102,4	453,1	149,5	181,7	178,3	206,0
1112	A la charge des sociétés et autres entreprises	186,6	267,1	249,5	225,8	325,7	430,0
1113	Autres impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en ca	28,9	347,5	43,9	42,0	61,2	76,4
112	Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	10,8	12,4	13,2	14,6	16,2	18,2
113	Impôts sur le patrimoine	13,7	13,0	14,3	18,5	19,6	21,4
1131	Impôts périodiques sur la propriété immobilière	4,1	4,8	4,9	4,8	6,1	7,1
1132	Impôts périodiques sur le patrimoine net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1133	Impôts sur les mutations par décès, les successions, les do	8,4	7,8	8,6	10,3	8,8	7,3
1135	Impôt sur le capital	1,2	0,3	0,8	3,4	4,7	6,6
1136	Autres impôts périodiques sur le patrimoine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4
114	Impôts sur les biens et services	714,1	756,5	755,7	705,1	867,3	996,9
1141	Impôts généraux sur les biens et services	545,3	569,6	571,8	525,3	652,1	758,9
11411	Taxes sur la valeur ajoutée	511,9	537,7	536,7	485,0	607,2	708,9
	Taxe sur la valeur ajoutée (intérieure)	0,0	0,0	275,5	218,2	302,9	279,3
	Taxe sur la valeur ajoutée (importation)	0,0	0,0	261,2	266,8	304,3	429,6
11412	Impôts sur la vente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11413	Impôts sur le chiffre d'affaires et autres impôts généraux s	2,5	2,6	2,8	5,5	8,3	8,9
11414	Impôts sur les transactions financières et en capital	30,9	29,3	32,3	34,9	36,5	41,1
1142	Accises	148,0	162,6	161,1	163,9	194,7	214,4
1143	Bénéfices des monopoles fiscaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1144	Taxes sur des services déterminés	15,8	16,4	16,4	13,2	17,1	15,4
1145	Taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou	5,0	7,8	5,8	2,1	2,3	7,7
11451	Taxes sur les véhicules à moteur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
11452	Autres taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des	5,0	7,8	5,8	2,1	2,3	7,7
114521	Patentes et licences	3,2	3,9	1,7	1,0	1,3	0,4
114522	Taxes de pollution	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
114523	Redevance de radio et télévision	1,8	3,8	4,1	1,1	1,0	7,3
114524	Licences et permis aux ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
114525	Autres taxes sur l'utilisation ou la permission d'utiliser des biens ou d'exercer des activités non classées ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1146	Autres impôts sur les biens et services	0,0	0,0	0,6	0,5	1,1	0,5
115	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	196,3	197,0	192,3	181,9	237,3	286,9
1151	Droits de douane et autres droits à l'importation	195,8	196,5	191,3	181,6	210,0	286,4
	dont Droits de douane	0,0	0,0	154,2	144,2	144,2	235,8
1152	Taxes à l'exportation	0,5	0,5	0,9	0,3	0,3	0,4
	dont Droits spéciaux sur les exportations	0,0	0,0	0,9	0,3	0,3	0,4
1153	Bénéfices des monopoles d'exportation ou d'importation	0,0	0,0	0,0	0,0	26,9	0,0
1154	Bénéfices de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1155	Taxes sur les opérations de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1156	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1
116	Autres recettes fiscales	0,6	0,7	0,7	0,7	0,1	3,2
1161	A la charge exclusive des entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
1162	A la charge d'autres entités ou non identifiables	0,6	0,7	0,7	0,7	0,0	3,0

12	Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
121	Cotisations de sécurité sociale	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
1211	A la charge des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1212	A la charge des employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1213	A la charge des travailleurs indépendants ou des personnes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1214	Non ventilables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
122	Autres cotisations sociales	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
1221	A la charge des salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1222	A la charge des employeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1223	Imputées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
13	Dons	194,3	215,1	134,3	301,6	260,2	263,1
131	Reçus d'administrations publiques étrangères	64,6	42,2	54,7	70,6	103,9	45,5
1311	Courants	22,2	21,4	28,9	22,2	17,6	0,0
1312	En capital	42,4	20,8	25,8	48,3	86,3	45,5
132	Reçus d'organisations internationales	129,7	172,9	79,6	231,0	156,3	217,5
1321	Courants	52,1	71,3	59,5	137,4	63,4	60,3
1322	En capital	77,6	101,6	20,1	93,6	93,0	157,3
133	Reçus d'autres unités d'administration publique	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
1331	Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1332	En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14	Autres recettes	122,3	135,1	278,6	265,7	223,0	203,6
141	Revenu de la propriété	90,6	104,8	235,0	216,1	168,3	161,0
1411	Intérêts	5,4	4,1	2,1	2,3	1,7	2,7
14111	Aux non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14112	Aux résidents autres que les administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14113	Aux autres unités d'administration publiques	5,3	4,1	2,1	2,3	1,7	2,7
1412	Dividendes	33,2	38,8	45,1	58,6	53,0	72,3
14121	Aux non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14122	Aux résidents	33,2	38,8	45,1	58,6	53,0	72,3
1413	Prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1414	Revenus de la propriété pour décaissement de revenu des i	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1415	Loyers	52,0	61,8	187,8	155,2	113,6	86,0
1416	Bénéfices réinvestis des investissements directs étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
142	Ventes de biens et services	28,1	23,8	25,2	23,3	30,5	28,2
1421	Ventes des établissements marchands	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1422	Droits administratifs	17,7	12,1	13,5	8,2	12,0	18,0
1423	Ventes résiduelles des établissements non marchands	10,5	11,8	11,7	15,1	18,5	10,2
1424	Ventes imputées des biens et services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
143	Amendes, pénalités et confiscations	3,6	6,5	18,4	12,0	7,3	13,8
144	Transferts non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	14,3	17,0	0,6
1441	Transferts courants non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14411	Subventions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
14412	Autres transferts courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1442	Transferts en capital non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	14,3	17,0	0,6
145	Primes, droits et indemnités d'assurance autres que qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
1451	Primes, droits et indemnités courantes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1452	Indemnités en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

2	CHARGES	1489,1	1533,2	1704,3	1752,7	1942,1	2375,4
21	Rémunération des salariés	618,0	704,5	840,1	891,1	942,6	936,8
211	Salaires et traitements	582,0	663,1	793,4	835,0	890,9	845,4
2111	Traitements et salaires en espèces	581,9	654,4	781,3	835,0	864,7	820,5
2112	Traitements et salaires en nature	0,1	8,7	12,2	0,0	26,1	25,0
212	Cotisations sociales d'employeurs	36,0	41,4	46,7	56,1	51,8	91,4
2121	Cotisations sociales employeurs effectives	36,0	41,4	46,7	56,1	51,8	91,4
2122	Cotisations sociales employeurs imputées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
22	Utilisation de biens et services	318,9	327,8	230,3	174,5	194,4	246,4
23	Consommation de capital fixe	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
24	Intérêts	69,5	97,2	114,5	139,9	192,5	228,7
241	Aux non-résidents	20,2	23,1	21,5	23,5	28,6	32,4
242	Aux résidents autre que les administrations publiques	49,4	74,1	92,9	116,4	163,9	196,3
243	Aux autres unités d'administration publique	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
25	Subventions	55,7	62,7	17,0	112,2	43,8	475,3
251	Aux sociétés publiques	50,8	57,9	10,8	103,4	38,6	469,3
252	Aux entreprises privées	4,9	4,8	6,2	8,8	5,3	6,0
253	Aux autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
26	Dons	158,4	218,2	211,3	221,9	286,6	335,2
261	Aux administrations publiques étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2611	Courants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2612	En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
262	Aux organisations internationales	8,8	4,9	3,9	16,1	20,7	5,8
2621	Courants	8,8	4,9	3,9	16,1	20,7	5,8
2622	En capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
263	Aux autres unités des administrations publiques	149,6	213,3	207,4	205,8	265,9	329,4
2631	Courants	149,6	194,4	207,4	205,8	254,4	323,2
2632	En capital	0,0	18,9	0,0	0,0	11,5	6,3
27	Prestations sociales	83,1	45,7	100,8	93,6	106,8	105,8
271	Prestations de sécurité sociale	0	0	0	0	0	0
2711	Prestations de sécurité sociale en espèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2712	Prestations de sécurité sociale en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
272	Prestations d'assistance sociale	83,1	40,3	95,0	87,5	99,8	97,7
2721	Prestations d'assistance sociale en espèce	83,1	40,3	95,0	87,5	99,8	97,7
2722	Prestations d'assistance sociale en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
273	Prestations sociales liées à l'emploi	0,0	5,4	5,8	6,1	6,9	8,2
2731	Prestations sociales liées à l'emploi en espèce	0,0	5,4	5,8	6,1	6,9	8,2
2732	Prestations sociales liées à l'emploi en nature	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28	Autres charges	185,6	77,1	190,3	119,4	175,3	47,2
281	Charges liées à la propriété autres que les intérêts	0	0	0,0	0,0	0,0	0
2811	Dividende	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28111	Aux non résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
28112	Aux résidents	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2812	Prélèvement sur le revenu des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2813	Charges liées à la propriété pour décaissement de revenu de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2814	Loyers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2815	Bénéfices réinvestis des investissements directs étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
282	Transferts non classés ailleurs	183,8	75,3	190,3	117,5	173,0	44,8
2821	Transferts courants non classés ailleurs	183,8	75,3	190,3	116,1	157,7	29,6
2822	Transferts en capital non classés ailleurs	0,0	0,0	0,0	1,4	15,3	15,2
283	Primes, droits et indemnités d'assurance autres qu'assurance-vie et régimes de garantie standard	1,8	1,8	0,0	1,9	2,3	2,4
2831	Primes, droits et indemnités courantes	0,0	1,8	0,0	1,9	2,3	2,4
2832	Indemnités en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Solde net de gestion	81,1	864,3	127,8	184,9	246,9	130,3

INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
gestion / TRANSACTIONS NETTES SUR ACTIFS ET PASSIFS	81,1	864,3	127,8	184,9	246,9	130,3
Acquisitions nettes d'actifs non financiers	597,4	543,3	445,6	717,7	957,7	1208,8
Acquisitions nettes d'actifs non financiers intérieurs	597,4	543,3	445,6	717,7	957,7	1208,8
Actifs fixes	572,5	510,5	414,0	708,7	948,6	1199,0
Bâtiments et ouvrages de génie civil	482,6	452,4	344,3	656,2	857,6	500,0
Logements	4,9	55,8	46,3	48,2	76,9	47,4
Bâtiments non résidentiels	79,4	52,0	75,3	62,3	82,8	66,8
Autres ouvrages de génie civil	398,4	344,6	222,7	545,7	698,0	385,8
Améliorations de terrains	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et équipement	61,0	48,7	66,6	38,9	51,1	183,8
Matériels de transports	14,6	8,3	8,4	8,0	6,9	12,6
Machines et équipements autres que matériels de transport					44,2	171,3
Équipements des technologies de l'information et des télécommunications					3,7	45,7
Machines et équipements non classés ailleurs	46,4	40,5	58,2	30,8	40,5	125,5
Autres actifs fixes	28,8	9,3	3,1	13,6	39,8	135,7
Ressources biologiques cultivées	3,3	1,6	3,1	2,8	0,0	1,7
Droits de propriété intellectuelle	25,5	7,7	0,0	10,8	39,8	134,1
Système d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	379,4
Stocks	16,2	8,2	0,7	3,0	0,3	0,8
Matières premières et fournitures	0,0	8,2	0,7	3,0	0,3	0,8
Travaux en cours	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits finis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Biens destinés à la revente	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Stocks militaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs non produits	8,7	24,6	30,8	6,0	8,7	9,0
Terrains	5,5	23,1	15,8	5,9	7,8	8,7
Réserves de minerais et de produits énergétiques	0,0	0,2	1,2	0,0	0,0	0,0
Autres actifs naturels	1,9	0,8	13,7	0,1	0,9	0,3
Actifs incorporels non produits	1,3	0,5	0,0	0,0	0,1	0,0
Acquisitions nettes d'actifs non financiers extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0		
Actifs fixes	572,5	510,5	0,0	0,0		
Bâtiments et ouvrages de génie civil	482,6	452,4	0,0	0,0		
Logements	4,9	55,8	0,0	0,0		
Bâtiments non résidentiels	79,4	52,0	0,0	0,0		
Autres ouvrages de génie civil	398,4	344,6	0,0	0,0		
Améliorations de terrains	0,0	0,0	0,0	0,0		
Machines et équipement	61,0	48,7	0,0	0,0		
Matériels de transports	14,6	8,3	0,0	0,0		
Machines et équipements autres que matériels de transport	46,4	40,5	0,0	0,0		
Autres actifs fixes	28,8	9,3	0,0	0,0		
Ressources biologiques cultivées	3,3	1,6	0,0	0,0		
Droits de propriété intellectuelle	25,5	7,7	0,0	0,0		
Système d'armes	0,0	0,0	0,0	0,0		
Stocks	16,2	8,2	0,0	0,0		
Matières premières et fournitures	0,0	8,2	0,0	0,0		
Travaux en cours	0,0	0,0	0,0	0,0		
Produits finis	0,0	0,0	0,0	0,0		
Biens destinés à la revente	0,0	0,0	0,0	0,0		
Stocks militaires	0,0	0,0	0,0	0,0		
Objets de valeur	0,0	0,0	0,0	0,0		
Actifs non produits	8,7	24,6	0,0	0,0		
Terrains	5,5	23,1	0,0	0,0		
Réserves de minerais et de produits énergétiques	0,0	0,2	0,0	0,0		
Autres actifs naturels	1,9	0,8	0,0	0,0		
Actifs incorporels non produits	1,3	0,5	0,0	0,0		
		0,0		0,0		
Capacité/besoin de financement = Financement	-516,3	321,0	-317,7	-532,8	-710,7	-1078,6

Acquisition nette d'actifs financiers	-46,6	-43,3	-27,2	-1,2	232,5	-201,4
Intérieurs	-48,4	-45,5	-28,5	-2,9	228,0	-206,2
Numéraire et dépôts	-59,5	-88,7	-4,7	-48,9	217,7	-196,7
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Marché régional	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	-3,5	-10,1	-23,8	49,2	10,2	-9,5
dont Prêts nets rétrocédés	0,0	0,0	-23,8	49,2	0,0	0,0
Prêts nets bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances accordées par l'Etat nettes des re	0,0	0,0	-23,8	49,2	10,2	-9,5
Actions et parts de fonds d'investissement	14,7	53,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Systèmes d'assurance, de pensions et de garanties sta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés et options sur titres des sala	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	-3,2	0,0	0,0
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers et autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	-3,2	0,0	0,0
Extérieurs	1,8	2,2	1,3	1,7	4,5	4,8
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Emprunts obligataires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Marché régional	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques (bilatéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organisations internationales (multilatéral)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés financières autres qu'organisations intern	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actions et parts de fonds d'investissement	1,8	2,2	1,3	1,7	4,5	4,8
Systèmes d'assurance, de pensions et de garanties sta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés et options sur titres des sala	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers et autres comptes à recevoir	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
		0,0		0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	515,1	330,1	289,0	526,2	935,5	874,2
Intérieurs	437,2	67,6	-8,4	26,2	185,9	788,5
Numéraire et dépôts	28,8	70,0	-30,0	61,8	3,3	197,9
Titres de créance	285,4	126,4	7,9	47,7	318,3	291,3
Bons du Trésor	0,0	0,0	0,0	-104,0	33,5	-103,6
Emprunts obligataires	0,0	0,0	7,9	151,6	284,8	394,9
Marché régional	0,0	0,0	7,9	77,6	249,7	316,9
Autres	0,0	0,0	0,0	74,1	35,1	78,0
Crédits	5,3	-54,1	-33,6	-33,4	-136,6	298,0
dont Tirage net du FMI	0,0	0,0	29,1	0,0	0,0	0,0
Actions et parts de fonds d'investissement	36,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Systèmes d'assurance, de pensions et de garanties sta	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés et options sur titres des sala	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à payer.	81,7	-74,8	47,3	-50,0	0,8	1,3
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers et autres comptes à payer	81,7	-74,8	47,3	-50,0	0,8	1,3
Extérieurs	77,8	262,6	297,5	500,1	749,6	85,7
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de créance	0,0	186,7	200,3	347,7	484,6	-71,8
Bons du Trésor	0,0	0,0	7,4	82,8	68,9	-166,0
Emprunts obligataires	0,0	0,0	192,9	264,9	415,8	94,2
Marché régional	0,0	0,0	192,9	264,9	415,8	94,2
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits	77,8	75,9	97,2	152,4	265,0	157,5
dont Emprunts nets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bilatéral	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Multilatéral	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actions et autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers et autres comptes à payer	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL, DONCS COMPRIS	-1077,9	-52,4	-633,9	-1060,2	-1413,7	-2154,2
émoire						
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL, DONCS COMPRIS	-519,8	310,9	-341,6	-483,6	-700,5	-1088,1

4. Dette publique

INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Selon la monnaie						
Encours de la dette (=63C0=63D0)	2 735,75	3 326,55	3 952,29	4 765,45	5 998,33	6 737,21
En monnaie nationale	1 256,07	1 713,91	2 081,48	2 709,67	3 597,61	4 179,01
En devises	1 479,68	1 612,64	1 870,81	2 055,79	2 400,72	2 558,19
Selon l'instrument de la dette (=63B0=63D0)						
Encours de la dette	2 735,75	3 326,55	3 952,29	4 765,45	5 998,33	6 737,21
Droits de tirages spéciaux (DTS)	9,93	4,70	0,59	0,20	91,65	91,64
Numéraire et dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créance	956,87	1 254,06	1 505,29	1 861,38	2 655,95	2 791,85
Bons du Trésor	273,76	282,68	244,43	242,01	356,46	86,86
Emprunts obligataires	683,11	971,38	1 260,87	1 619,37	2 299,49	2 704,99
Crédits	1 768,94	2 067,79	2 446,40	2 903,87	3 250,73	3 853,71
dont Dette extérieure	1 602,19	1 763,71	2 039,29	2 238,12	2 643,68	2 848,25
Bilatérale	206,17	205,78	227,30	273,94	314,06	317,55
Multilatérale	1 396,02	1 557,94	1 811,99	1 964,19	2 329,62	2 530,70
Systèmes d'assurances, de pensions et de gar	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à payer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont Arriérés de salaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Selon le créancier (détenteur / secteur de la contrepartie) (=63B0=63C0)						
Encours de la dette	2 735,75	3 326,55	3 952,29	4 765,45	5 998,33	6 737,21
Intérieurs	1 133,55	1 562,84	1 913,00	2 527,33	3 354,66	3 888,95
Administrations publiques	0,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont Dette envers les collectivités locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Caisse de sécurité sociale	0,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etablissements Publics Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Centrale	119,29	111,15	134,64	214,11	290,81	276,25
dont Prêts FMI	109,35	106,45	134,04	213,90	199,17	184,61
Autres institutions de dépôts	1 005,90	1 289,16	1 629,10	2 176,83	3 022,20	3 313,69
Bons du Trésor	273,76	282,68	244,43	242,01	356,46	86,86
Emprunts bancaires	49,03	35,10	123,80	315,45	366,25	521,84
Sociétés financières non classées ailleurs	1,28	0,85	0,43	0,00	0,00	0,00
dont Fonds de pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sociétés non financières	6,10	161,68	148,84	136,40	41,64	299,01
Ménages et ISBL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont Salaires titrisés impayés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Extérieurs	1 602,19	1 763,71	2 039,29	2 238,12	2 643,68	2 848,25
Administrations publiques (bilatéral)	206,17	205,78	227,30	273,94	314,06	317,55
Organisations internationales (multilatéral)	1 396,02	1 557,94	1 811,99	1 964,19	2 329,62	2 530,70
Sociétés financières autres qu'organisations in	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bons de trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres non-résidents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Postes pour mémoire						
Passifs conditionnels						
dont Garanties de l'Etat au reste de l'économie						
Arriérés						
liées à la monnaie nationale						
liée aux devises						
Autres						
Intérêts et amortissements arrivant à échéance dans un an						

5. Balance des paiements

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	Réalisations	Estimations	Réalisations	Réalisations	Réalisations	Estimations
Compte des transactions courantes	-836 708	-369 262	-306 921	269 285	42 840	-721 880
Biens et services	-837 837	-364 144	-325 461	184 634	221 139	-551 467
Exportations FOB	1 938 541	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802	3 220 173
Coton fibre	253 264	250 355	206 120	150 675	254 562	290 055
Autres produits agricoles	11 501	24 843	15 010	16 997	19 188	23 681
Produits de l'élevage	953	1 093	581	405	900	779
Produits Miniers	1 441 203	1 596 449	1 776 644	2 340 716	2 488 234	2 391 212
Or non monétaire	1 345 385	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554	2 356 328
Zinc	95 818	103 720	90 870	61 436	87 679	34 884
Produits des industries agroalimentaires	11	140	83	42	135	480
Autres produits exportés	17 345	70 995	105 195	184 789	218 090	263 550
Importations FOB	2 257 920	2 442 889	2 432 643	2 323 410	2 449 129	3 276 984
Produits alimentaires	244 848	269 854	238 692	251 221	189 008	236 697
Produits pétroliers	506 606	600 718	641 311	558 269	673 936	1 190 670
Biens d'équipement	730 135	672 823	741 322	619 077	633 793	638 078
Biens intermédiaires	497 549	562 790	473 102	534 071	582 942	763 588
Autres	278 782	336 704	338 215	360 772	369 449	447 952
SERVICES (SOLDES)	-518 457,3	-525 265,0	-539 782,7	-433 498,6	-477 042,7	-568 099,0
Transport	-327 167,4	-346 847,0	-357 252,4	-253 363,1	-287 858,4	-353 455,0
Dont : Fret	-316 012,2	-335 253,4	-343 535,3	-242 554,1	-273 062,5	-300 382,5
Voyage	647,0	1 083,0	1 099,3	1 083,9	1 096,0	-4 116,6
Autres services	-191 936,9	-179 501,0	-183 629,5	-181 219,3	-190 280,3	-210 527,4
Dont : Assurance de Fret	-55 347	-58 714	-61 659	-56 670	-61 693	-96 666
REVENU PRIMAIRE	0	0	0	0	0	0
REVENU PRIMAIRE (SOLDES)	- 230 415,7	- 266 962,6	- 299 461,1	- 319 851,9	- 512 019,7	- 491 832,7
1. Rémunération des salariés	- 7 294,6	- 4 235,0	8 195,8	13 386,2	13 654,0	14 751,1
2. Revenus des investissements	- 207 741,1	- 244 193,6	- 288 241,9	- 313 577,2	- 503 624,3	- 480 384,0
<i>Dont intérêts sur la dette extérieure</i>	- 32 574,8	- 68 151,8	- 77 476,3	- 85 931,0	- 108 622,3	- 125 173,3
<i>Publique</i>	- 20 163,8	- 53 503,8	- 62 095,9	- 70 089,2	- 90 404,2	- 105 315,6
<i>Privée</i>	- 12 411,0	- 14 648,0	- 15 380,4	- 15 841,8	- 18 218,1	- 19 857,7
3. Autres revenus primaires	- 15 380,0	- 18 534,0	- 19 415,0	- 19 660,9	- 22 049,4	- 26 199,8
REVENU SECONDAIRE (SOLDES)	231 544,0	261 844,8	318 001,9	404 503,0	333 721,5	321 419,3
Administration publique	100 008,0	123 305,5	169 277,9	235 021,8	146 182,9	128 109,8
<i>dont aide budgétaire</i>	74 356,5	92 700,9	88 463,0	159 678,3	80 927,5	60 265,0
Sociétés financière, non financières, ménages, ISBLM	131 536,0	138 539,3	148 724,0	169 481,2	187 538,6	193 309,5
<i>Envois de fonds de travailleurs</i>	133 824,0	141 377,3	150 414,3	172 435,2	190 617,6	196 510,5
COMPTE DE CAPITAL (SOLDES)	172 840,5	175 837,1	125 931,0	197 268,6	235 720,5	260 328,7
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	196,0	211,0	127,1	228,0	232,8	238,6
Transfert en capital	172 644,5	175 626,1	125 804,0	197 040,6	235 487,7	260 090,1
Administrations publiques	119 947,0	122 390,1	71 772,3	141 930,7	179 304,7	202 802,0
<i>Remises de dettes</i>	-	-	-	-	-	-
Autres secteurs	52 697,5	53 236,0	54 031,7	55 110,0	56 183,0	57 288,1
Solde de comptes courant et de capital	-663 868	-193 425	-180 990	466 554	278 561	-461 551
COMPTE FINANCIER (SOLDES)	- 490 732,4	- 313 216,5	- 231 694,5	1 716,7	- 374 498,3	198 244,6
Investissements directs	4 469,0	- 111 480,3	- 64 955,9	62 937,4	20 427,8	- 23 396,5
Investissements de portefeuille	- 112 403,0	- 150 199,3	- 119 991,2	- 105 781,7	- 440 497,5	- 432 009,9
<i>Titres de créance</i>	- 101 496,0	- 138 746,9	- 109 065,3	- 93 934,4	- 425 527,2	- 436 177,8
- - - Admin Pub	- 129 212,0	- 121 156,0	- 121 956,8	- 138 389,5	- 483 426,6	- 477 944,0
- - - Autres secteurs	27 716,0	- 17 590,9	12 891,4	44 455,1	-	-
Dérivés financiers	40,0	-	-	-	-	-
Autres investissements	- 382 838,4	- 51 536,9	- 46 747,4	44 561,0	45 571,4	653 651,0
Administration publique	- 77 149,6	- 158 617,3	- 233 688,2	- 272 398,4	- 350 336,7	- 316 873,7
Autres secteurs	- 305 688,8	107 080,4	186 940,8	316 959,4	395 908,1	970 524,7
Solde Global (solde courant - solde du cpte Fin)	-173 135	119 791	50 705	464 837	653 059	-659 796
Créances et engagements extérieurs (SOLDES)	-246 976	-116 286	-67 405	-470 752	-648 737	664 682
ERREURS ET OMISSIONS NETTES (SOLDES)	420 111	-3 506	16 700	5 915	-4 322	-4 886
SOLDE GLOBAL (SOLDES)	246 976	116 286	67 405	470 752	648 737	-664 682

6. Agrégats de monnaie

6.1 Situation monétaire intégrée

INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	def.	def.	def.	def.	def.	def.
Monnaie au sens large et ses composantes	0	0	0	0	0	0
Circulation fiduciaire	447,9	577,8	655,9	697,7	833,5	828,7
Billets et monnaies mis en circulation	521,5	665,9	752,8	809,8	953,4	967,1
Encaisses des banques (à déduire)	66,0	78,6	90,6	103,4	113,3	131,7
Encaisses des Trésors (à déduire)	7,6	9,4	6,3	8,7	6,6	6,6
Dépôts transférables	1577,7	1711,0	1828,6	2300,5	2783,6	2813,9
BCEAO	0,4	0,4	2,2	2,9	1,9	0,4
Banques	1377,2	1486,2	1576,3	2007,9	2480,2	2511,9
CCP et CNE	200,1	224,4	250,2	289,7	301,6	301,6
M1 (Masse monétaire au sens étroit)	2025,6	2288,8	2484,5	2998,2	3617,2	3642,7
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1341,1	1429,5	1571,9	1781,0	1967,9	2074,2
BCEAO	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres institutions de dépôts	1340,8	1429,2	1571,6	1780,7	1967,6	2073,9
Masse monétaire (M2)	3366,7	3718,3	4056,4	4779,2	5585,1	5716,9
Contreparties de la masse monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs extérieurs nets	1330,1	1443,5	1507,7	1983,7	2636,8	1972,1
BCEAO	-1,0	310,5	75,8	205,5	467,4	-624,1
Banques	1331,1	1133,0	1431,8	1778,2	2169,3	2596,2
Créances intérieures	2436,3	2721,9	3068,1	3380,8	3487,4	4396,1
Créances nettes sur l'Administration Centrale	66,1	57,2	151,9	192,4	-66,5	142,1
BCEAO	-55,7	-66,7	-41,7	21,4	-95,4	60,6
Banques	121,8	124,0	193,6	170,9	28,9	81,5
Créances sur l'économie	2370,2	2664,7	2916,2	3188,5	3553,9	4254,1
BCEAO	5,2	5,7	6,4	7,9	7,7	9,2
Banques	2365,1	2659,0	2909,8	3180,6	3546,2	4244,9
Passifs à caractère non monétaire (2)	571,3	630,1	718,8	842,3	1020,1	1187,9
Actions et autres participations dans les Institutions de dépôts	463,8	470,9	534,8	633,2	724,1	838,3
BCEAO	22,7	16,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Banques	441,1	454,4	534,3	632,7	723,6	837,8
Engagements non monétaires des Institutions de dépôts	107,5	159,1	184,0	209,1	296,0	349,6
Dépôts exclus de M2	89,6	134,1	150,6	182,4	228,9	290,1
Emprunts	17,1	25,0	33,4	26,7	67,1	59,5
Titres autres qu'actions exclus de M2	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets (3)	-171,6	-182,9	-199,4	-257,0	-481,1	-536,5
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-200,1	-224,4	-250,2	-289,7	-301,6	-301,6
Total des contreparties de M2 (4)	3366,7	3718,3	4056,4	4779,2	5585,1	5716,9

6.2 Situation des autres institutions de dépôt

INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	def.	def.	def.	def.	def.	def.
ACTIFS	0	0	0	0	0	0
ACTIFS EXTERIEURS NETS (Avoirs Extérieurs Nets)	1331,1	1133,0	1431,8	1778,2	2169,3	2596,2
Créances sur les non-résidents	1975,6	1604,2	1775,5	2089,9	2455,9	2968,3
Engagements envers les non-résidents	-644,5	-471,2	-343,6	-311,7	-286,6	-372,1
CRÉANCES SUR LA BANQUE CENTRALE	215,7	245,2	253,3	451,8	649,9	510,4
Numéraires	66,0	78,6	90,6	103,4	113,3	131,7
Dépôts et titres autres qu'actions de réserves	149,7	166,5	162,7	348,5	536,6	378,6
Autres créances sur la Banque Centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRION CENTRALE (PNG)	121,8	124,0	193,6	170,9	28,9	81,5
Créances sur l'Administration centrale	465,1	464,3	556,6	744,9	874,1	1019,2
Engagements envers l'Administration centrale	-343,3	-340,3	-363,0	-574,0	-845,2	-937,7
CREANCES SUR LES AUTRES SECTEURS (Crédits à l'Economie)	2365,1	2659,0	2909,8	3180,6	3546,2	4244,9
Créances sur les autres sociétés financières	33,2	13,3	18,5	17,7	41,4	59,4
Créances sur les administrations d'Etats fédérés et locales	0,0	1,0	21,8	4,9	0,0	154,7
Créances sur les sociétés non financières publiques	89,7	252,4	211,0	237,1	289,4	360,0
Créances sur le secteur privé	2242,1	2392,2	2658,6	2920,9	3215,4	3670,9
PASSIF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS ENVERS LA BANQUE CENTRALE	765,4	548,6	815,0	904,0	1088,2	1670,5
DEPÔTS TRANSFERABLES INCLUS DANS LA MONNAIE AU SENS LARGE	1377,2	1486,2	1576,3	2007,9	2480,2	2511,9
AUTRES DEPÔTS INCLUS DANS LA MONNAIE AU SENS LARGE	1340,8	1429,2	1571,6	1780,7	1967,6	2073,9
TITRES AUTRES QU'ACTION INCLUS DANS LA MONNAIE AU SENS LARGE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPÔTS EXCLUS DE LA MONNAIE AU SENS LARGE	81,3	133,7	149,8	181,8	228,3	289,3
TITRES AUTRES QU'ACTION EXCLUS DE LA MONNAIE AU SENS LARGE	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EMPRUNTS (crédits, crédits commerciaux et avances)	17,1	25,0	33,4	26,7	67,1	59,5
DÉRIVÉS FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RÉSERVES TECHNIQUES D'ASSURANCE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIONS ET AUTRES PARTICIPATIONS	441,1	454,4	534,3	632,7	723,6	837,8
AUTRES POSTES (NETS)	9,9	83,9	108,3	47,7	-160,6	-9,9

6.3 Situation monétaire (Banque centrale)

INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	def.	def.	def.	def.	def.	def.
ACTIFS	0	0	0	0	0	0
ACTIFS EXTERIEURS NETS (Avoirs Extérieurs Nets)	-1,0	310,5	75,8	205,5	467,4	-624,1
Créances sur les non-résidents	897,8	929,5	1033,8	970,2	1044,1	168,7
Engagements envers les non-résidents	898,7	619,0	958,0	764,7	576,7	792,8
CRÉANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS (Crédits aux I'stitutions de dépôts)	762,0	645,7	864,2	886,1	1088,8	1812,5
CREANCES NETTES SUR L'ADMINISTRION CENTRALE (PNG, Créances nettes sur l'Administration centrale)	-48,1	-57,3	-35,4	30,2	-88,8	67,1
Créances sur l'Administration centrale	120,9	111,5	118,6	214,7	290,0	276,1
Engagements envers l'Administration centrale	169,0	168,8	154,0	184,5	378,8	208,9
CREANCES SUR LES AUTRES SECTEURS (Crédits à l'Economie)	5,2	5,7	6,4	7,9	7,7	9,2
Créances sur les autres sociétés financières	1,1	1,7	2,0	3,4	2,8	3,7
Créances sur les administrations d'Etats fédérés et locales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances sur le secteur privé	4,1	4,0	4,4	4,5	4,9	5,5
PASSIFS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BASE MONETAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Numéraires hors institutions de dépôts (Circulation Fiduciaire)	521,5	665,9	752,8	809,8	953,4	967,1
Engagements envers les autres institutions de dépôts	161,9	202,5	146,9	307,9	517,9	294,9
Engagements envers les autres secteurs	0,7	0,7	2,5	3,2	2,2	0,8
AUTRES ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS ET TITRES AUTRES QU'ACTIONS EXCLUS DE LA BASE MONÉTAIRE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts inclus dans la monnaie au sens large	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres autres qu'actions inclus dans la monnaie au sens large	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts exclus de la monnaie au sens large	8,3	0,4	0,8	0,6	0,6	0,8
Titres autres qu'actions exclus de la monnaie au sens large	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EMPRUNTS (crédits, crédits commerciaux et avances)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DÉRIVÉS FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ACTIONS ET AUTRES PARTICIPATIONS	22,7	16,5	0,5	0,5	0,5	0,5
AUTRES POSTES (NETS)	3,0	18,7	7,5	7,7	0,5	0,7

6.4 Créances nettes sur l'administration publique centrale

INTITULE	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	def.	def.	def.	def.	def.	def.
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	66,1	57,2	151,9	192,4	-66,5	142,1
Créances nettes de la BCEAO	-55,7	-66,7	-41,7	21,4	-95,4	60,6
Créances	120,9	111,5	118,6	214,7	290,0	276,1
Crédits	120,9	111,5	118,6	214,7	290,0	276,1
Concours adossés aux DTS	9,9	4,7	0,6	0,2	91,6	91,6
Concours consolidés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours du FMI	110,9	106,8	118,0	214,5	198,4	184,4
Autres concours de Gouvernements étrangers (1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres crédits (créances financières) (2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille de titres du Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances (3)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements	176,6	178,2	160,3	193,3	385,4	215,5
Encaisses du Trésor	7,6	9,4	6,3	8,7	6,6	6,6
Dépôts	168,9	168,8	154,0	184,5	378,8	208,9
Autres engagements (4)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances nettes des banques	121,8	124,0	193,6	170,9	28,9	81,5
Créances	465,1	464,3	556,6	744,9	874,1	1019,2
Crédits	50,0	9,4	8,6	65,1	113,7	277,6
Portefeuille de titres du Trésor	415,1	454,8	548,0	679,8	760,4	741,7
Engagements	343,3	340,3	363,0	574,0	845,2	937,7
dont dépôts	343,3	340,3	363,0	574,0	845,0	936,1